

Tensions récurrentes sur le marché des changes : la BCC peut-elle résister aux forces du marché ?

PAGE 16

N° 7087 du lundi 7 août 2017

Prix : 3000 FC

Le Potentiel

Membre du réseau Médiaf

35^{ème} année

Éditeur

GRUPE DE PRESSE



Siège social
873, av. du Bas-Congo,
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

En séminaire du 3 au 5 août 2017 à Bruxelles

Le G7 et l'AR préparent le retour de Moïse Katumbi

P. 2



À HAUTE VOIX

Risque de confrontation

LE POTENTIEL

Toutes les forces politiques et sociales du changement ont pris l'option de contraindre le régime de Kinshasa à mettre en œuvre les résolutions essentielles issues de l'Accord global et inclusif du 31 décembre 2016.

(Suite à la page 2)

Massacres au Kasai

Graves accusations de l'ONU contre les FARDC

PAGE 3

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHz

Sommaire

Politique

Kwilu : Aubin Minaku sensibilise la population d'Idiofa à l'enrôlement

PAGE 5

Économie

Binationale lac Télé-lac Tumba : les experts valident le plan d'action de la stratégie de gestion du paysage LTLT

PAGE 6

Sports

Linafoot-Saison 2016-2017 : Tulenge meilleur joueur, Muzungu meilleur espoir

PAGE 14

Dernière heure

Festival de danse internationale à Xinjiang : le groupe « Nsango Mbonda » porte haut le flambeau de la culture congolaise

PAGE 16

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

À haute voix

Risque de confrontation

(Suite de la page 1)

L'Opposition, avec en tête le Rassemblement, est résolue à mener des actions pacifiques pour amener la Majorité présidentielle à libérer le processus électoral en République démocratique du Congo. L'enjeu de l'action politique reste l'alternance démocratique par la tenue d'élections dans un climat apaisé.

Ce à quoi, la Majorité présidentielle reste farouchement hostile, usant de tous les subterfuges pour bloquer, à son avantage, le processus électoral. C'est contre ce machiavélisme du pouvoir en place que toutes les forces du changement sont ligüées par toutes les voies démocratiques. La répression de la marche pacifique de la Lucha, organisée dans plusieurs villes de la RDC le 31 juillet, a révélé que le régime de Kinshasa est loin de respecter les libertés et droits fondamentaux des Congolais.

Le Rassemblement appelle à deux journées ville morte, le mardi 8 et le mercredi 9 août, sur toute l'étendue de la République. C'est un acte de désobéissance civile pour exiger la publication du calendrier électoral. Le vote est un droit constitutionnel que les institutions de la République doivent garantir. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Toutes les institutions de la République sont sous les bottes de la Majorité présidentielle et refusent de jouer le rôle républicain d'organiser les élections.

Bien au contraire, le ministre de l'Intérieur est déjà à pied d'œuvre pour contrecarrer les deux journées ville-morte. Fervent disciple du régime, le ministre de l'Intérieur a réuni tous les chefs de rues et de quartiers de Kinshasa pour leur demander de dénoncer tous ceux qui vont répondre positivement à l'appel du Rassemblement.

Autant dire que le pouvoir se prépare déjà à la confrontation. Il faut craindre la dérive. Surtout que les forces de sécurité congolaises ont déjà démontré à plusieurs reprises leur manque de professionnalisme. Plusieurs fois la police nationale a usé abusivement de la force contre des manifestants pacifiques. Une énième répression d'une manifestation pacifique est un danger pour la démocratie.

En séminaire du 3 au 5 août 2017 à Bruxelles

Le G7 et l'AR préparent le retour de Moïse Katumbi

Dans une déclaration comprenant 20 points, les forces politiques et sociales soutenant la candidature de Moïse Katumbi à la prochaine présidentielle ont « réaffirmé leur détermination sans faille à mener aux côtés du peuple congolais le combat pour l'avènement de l'alternance démocratique en République démocratique du Congo ». « Le Congo n'est pas la propriété d'un seul homme. Il est la patrie et le bien commun de plus de 80 millions de Congolais. Ne laissons personne nous confisquer notre pays, notre avenir et celui de nos enfants », concluent-elles à l'issue de leurs travaux tenus à Bruxelles du 3 au 5 août 2017. Ces forces, principalement le G7 et l'Alternance pour la République, ont adopté une nouvelle stratégie dans la perspective d'un retour imminent en RDC de leur candidat. En voici l'intégralité.

LE POTENTIEL



Déclaration politique conjointe des forces politiques et sociales soutenant la candidature de Moïse Katumbi

1. Les plateformes politiques G7 et AR ainsi que les représentants de la Société civile qui soutiennent la candidature à l'élection présidentielle de Moïse Katumbi CHAPWE, se sont réunis sous son leadership du 03 au 05 août 2017, en vue d'évaluer la situation politique, sécuritaire, économique et sociale en République démocratique du Congo, d'ajuster leur stratégie pour la réussite de leur combat politique en vue de l'alternance démocratique et d'actualiser le programme commun de redressement du pays.

2. A ce sujet, les participants ont dressé un bilan extrêmement négatif de la situation générale du pays à tous les niveaux.

3. Sur le plan politique, M. Joseph Kabila, devenu illégitime depuis l'expiration de son second et dernier mandat, est résolu à se maintenir au pouvoir par la violence et le chaos. Ainsi, il poursuit son œuvre de destruction de la République et de dislocation de la Nation congolaise par la

violation massive et systématique des droits de l'Homme, les restrictions abusives des libertés publiques, la confiscation de l'espace politique, la répression sanglante des opposants et des mouvements citoyens, l'Instrumentalisation des institutions et particulièrement de la Justice.

4. Dans ce contexte, les participants ont condamné fermement les assassinats ciblés de plusieurs de leurs cadres et sympathisants dont Etienne Mwami, Henri Shamamba, Delema Kamwendiya et Frederick Bifuko Maisha. Ils ont également dénoncé les arrestations arbitraires ainsi que le maintien en détention des prisonniers politiques dont Jean-Claude Muyambo, Franck Diongo, Huit Mulongo, SM Sita et des centaines de militants innocents dont la dernière vague enregistrée le 31 juillet dernier. Ils exigent la libération immédiate et sans condition non seulement des personnes précitées mais également de tous les Congolais arbitrairement détenus dans les geôles du pouvoir.

5. De même, les participants ont stigmatisé le harcèlement dont est victime l'honorable Gabriel Kyungu wa Kumwanza qui est pratiquement séquestré dans sa résidence depuis plusieurs mois et interdit injustement de tout mouvement en dehors de la ville de Lubumbashi.

6. Par ailleurs, les participants somment Joseph Kabila et ses partisans de mettre fin à la mascarade judiciaire, motivée par des raisons bassement politiques, contre Moïse Katumbi dans le seul but de l'empêcher de participer à l'élection présidentielle, comme l'a démontré le rapport de la Commission d'enquête de la CENCO sur la décrispation politique. Ils exigent le retour au pays en homme libre de Moïse Katumbi Chapwe, ainsi que l'a demandé du reste, le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies.

7. En outre, les participants ont relevé que dans son souci de se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et des lois de la République, Joseph Kabila s'emploie à dé-

fier le peuple congolais en voulant changer la Constitution et le mode électoral.

8. Sur le plan économique et social, les participants ont déploré l'hypothèque que fait peser le blocage politique sur la situation économique, la faillite du pouvoir, englué dans l'affairisme, la gabegie financière, la corruption, le clientélisme et la privatisation de l'Etat, sans aucun sens de l'intérêt général pour des populations auxquelles le régime de Joseph Kabila est incapable de garantir un minimum vital.

9. Ainsi, déjà appauvris, les Congolais sont victimes du pillage des ressources nationales à une échelle jamais connue. L'enrichissement scandaleux de la famille présidentielle, tel que l'attestent les récentes enquêtes des experts du Groupe d'Etudes sur le Congo et de BLOOMBERG, contraste gravement avec la misère noire dans laquelle vit l'immense majorité des Congolais.

(Suite à la page 3)

Massacres au Kasai**Graves accusations de l'ONU contre les FARDC**

Dans un récent rapport publié par l'ONU, les FARDC sont mises en cause dans des attaques barbares contre les êtres faibles à savoir les femmes et les enfants dans l'ex-Grand Kasai. La gravité du cas des forces régulières réside dans le fait qu'elles ont pris pour cible une catégorie de la population qui n'est pas capable de se défendre. Cette grave accusation n'indique-t-elle pas que l'ONU voudrait remonter plus haut en recherchant les donneurs d'ordre ? Wait and.

LE POTENTIEL

La grande muette est mise en cause par l'ONU dans les tueries et autres atrocités perpétrées dans le Kasai concomitamment par des miliciens et les forces régulières. C'est ce qui ressort d'un récent rapport par les Nations unies. La grande nouveauté, c'est que ce rapport met directement en cause et sans hésitations les forces gouvernementales dans des attaques ayant ciblé des enfants et femmes. Sur l'échelle, c'est la pire d'accusation qu'on peut porter contre une armée régulière d'un Etat. Les Nations unies ont ainsi voulu frapper fortement les esprits afin d'attirer l'attention sur le fait que les forces congolaises ne respectent pas les droits de l'Homme et en situation de conflit, les militaires congolais ne font pas de différence entre les cibles militaires et civiles allant jusqu'à viser des enfants.

L'ONU ne pouvait pas trouver mieux pour noircir la réputation des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). A ce stade, il n'est pas question de vérifier

la véracité de ces allégations, mais de s'assurer que la juxtaposition des faits converge avec certaines autres allégations, notamment dans la répression des manifestations pacifiques des jeunes.

Les autorités qui ont fait du défi leur mode de gouvernance tombent dans tous les cas qui ne font que les enfoncer dans une situation inconfortable. Aveuglée par la volonté de rester le plus longtemps possible au pouvoir, même s'il faut marcher sur les cadavres des Congolais et des textes, la MP (Majorité présidentielle) oublie vite qu'en cette matière, il est des situations qui restent gravées dans l'imaginaire populaire et autres archives sans que nécessairement des efforts soient déployés pour les démentir.

KINSHASA SUR LA DÉFENSIVE

L'ONU, dont le rôle est d'assurer la paix mondiale, a quasiment classé la MP dans une catégorie qui la place sur un siège inconfortable. Il ne reste plus qu'une piste, celle de la sanction pour sauver ce qui peut encore l'être.



Face aux accusations graves du Haut-commissaire aux droits de l'Homme, le gouvernement n'a pas tardé pour réagir. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, juge « inopportun et prématuré » de publier à ce stade un quelconque rapport sur les exactions du Kasai alors que l'enquête conjointe RDC-ONU va démarrer incessamment.

Selon Lambert Mende, les témoignages fournis par les réfugiés congolais en Angola sont « peu crédibles, non vérifiés et recueillis unilatéralement » par l'ONU. Kinshasa soutient que la démarche du Haut-commissaire aux droits de l'Homme « renforce » plutôt les « suspicions » quant à la neutralité du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme.

Kinshasa soupçonne une « volonté » de certaines puissances occidentales de vouloir « instrumentaliser » le Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme en vue de « déstabiliser les institutions congolaises ». Lambert Mende laisse entendre que le gouvernement de la RDC s'est déjà engagé à collaborer avec les experts de l'ONU dans l'enquête sur les exactions dans l'espace Kasai.

Pour rappel, le drame du Kasai a emporté, non seulement plus de 3 000 victimes congolaises, mais aussi deux experts onusiens. Tous les acteurs épris de justice n'attendent que le démarrage de l'enquête conjointe RDC-ONU afin que les auteurs de ces exactions soient jugés et subissent la rigueur de la loi.

Déclaration politique conjointe des forces politiques et sociales soutenant la candidature de Moïse Katumbi

(Suite de la page 2)

10. La prédation a été érigée en mode de gouvernance, comme le prouvent les comptes bancaires personnels bien garnis de certains dirigeants congolais, fruit du détournement massif de l'argent du Trésor public. Alors que la vie est devenue un enfer pour l'écrasante majorité des Congolais, confrontés à la hausse vertigineuse des prix des biens de première nécessité consécutive à la dépréciation incontrôlée de la monnaie nationale, la famille Kabila et une poignée de privilégiés du régime vivent dans une opulence insolente.

11. Désormais, privés de plus de la moitié de leurs maigres salaires, les fonctionnaires et agents de l'Etat sont dans une situation de précarité insupportable. Les participants s'associent à leur lutte et exigent le réajustement de leurs rémunérations.

12. Au chapitre sécuritaire, le scénario du chaos en cours d'exécution a été savamment préparé et planifié. Ainsi, le pouvoir organise et entretient des zones d'insécurité avec comme conséquences le massacre de milliers d'innocents dans les Kasai jetés dans plus de 80 fosses communes, les tueries récurrentes dans l'Est du pays, le déplacement de millions de personnes et l'exil de nombreux Congolais (50.000), exposant ainsi à une malnutrition sévère plus de 800.000 en-

fants. L'instrumentalisation des Identités tribales par le pouvoir pour opposer les communautés à des fins d'épuration ethnique est aujourd'hui établie.

13. L'insécurité urbaine est en forte recrudescence avec la complicité du pouvoir qui accueille en triomphe des criminels de guerre et organise les évactions spectaculaires de prisonniers par milliers notamment à Kinshasa capitale de la République. Attaques à mains armées, hold-up, agressions et enlèvements sont devenus le lot quotidien des Congolais.

14. Ce tableau du désordre politique, sécuritaire, économique et social délibérément créé plante le décor de l'Etat d'urgence qui n'a pour but que d'empêcher la tenue des élections, mettant ainsi en péril la paix civile et la démocratie chèrement conquises.

15. Au regard de cette situation, les participants, à la suite du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, en appellent à la mobilisation générale afin de faire barrage aux tentatives de révision de la Constitution, de tenue d'un référendum et de changement des modes de scrutin.

16. Les participants invitent la population congolaise à la plus extrême vigilance. Ils adressent une mise en garde aux députés et sénateurs congolais qui seraient tentés de se compromettre dans la manipulation des

lois pour pérenniser la dictature. Une telle trahison de leur part serait inmanquablement sanctionnée par le peuple.

17. Plus que jamais les participants, en parfaite harmonie avec le Rassemblement, la CENCO et les mouvements citoyens, insistent sur l'implication de tous et de chacun pour l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre ainsi que pour la publication immédiate du calendrier électoral en vue de la tenue des élections au plus tard le 31 décembre 2017.

18. Les participants rappellent à la CENI son obligation légale de publier le calendrier électoral. Ne l'ayant pas fait dans les délais, elle porte une très lourde responsabilité dans les tensions actuelles. Les participants invitent donc la CENI à cesser d'être complice du régime et à publier sans tarder le calendrier électoral.

19. Les participants demandent au peuple congolais de s'engager massivement dans les actions prévues par la feuille de route du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement en vue de contraindre Joseph Kabila à respecter la Constitution et à débloquent le processus électoral conformément à l'Accord de la Saint Sylvestre et à la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

20. Autour de leur candidat, l'AR, le

G7 ainsi que les associations et personnalités proches de Moïse Katumbi réaffirment leur détermination sans faille à mener aux côtés du peuple congolais le combat pour l'avènement de l'alternance démocratique en République Démocratique du Congo.

Le Congo n'est pas la propriété d'un seul homme.

Il est la patrie et le bien commun de plus de 80 millions de Congolais.

« Debout Congolais ! »

Ne laissons personne nous confisquer notre pays, notre avenir et celui de nos enfants.

Fait à Bruxelles, le 05 août 2017

Les Participants**Pour le G7**

Olivier Kamitatu Etsu

Pour l'Alternance pour la République

Delly Sesanga Hipungu

Pour les Plates-formes de la Société civile

Henri Nkongolo

Processus électoral en panne

Paul Nsapu dénonce les manœuvres dilatoires de la CENI

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé que les élections ne pourront pas se tenir avant la fin de l'année à cause de l'insécurité. « Un prétexte pour retarder une nouvelle fois le scrutin », selon Paul Nsapu de la Ligue des électeurs.

« Glissement 2 », le retour. C'est dans la capitale française que le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, a annoncé que le calendrier électoral va une nouvelle fois « glisser » et que l'organisation des élections ne serait pas possible avant la fin 2017. Les Congolais se retrouvent ainsi face à un nouveau report de la présidentielle et des législatives, après celui de décembre 2016 et une âpre négociation qui avait débouché sur un accord politique entre le pouvoir et l'opposition. Le compromis permettait au président Joseph Kabila de rester en place sous réserve que les élections puissent se tenir avant la fin de cette année. Ce ne sera donc pas le cas selon le patron de la CENI. « Avant décembre, ça ne sera pas possible dans les conditions fixées par l'Accord signé le 31 décembre 2016 », a estimé Corneille Nangaa qui a expliqué que les causes de ce report étaient à chercher dans les violences qui secouent les Kasai et qui avaient empêché l'enrôlement des électeurs. « Nous travaillons de toutes nos forces pour parvenir à l'organisation des élections, qui sont voulues par le peuple congolais » a tenté de rassurer Corneille Nangaa depuis le siège de l'Organisation internationale de la Fran-

cophonie (OIF) à Paris. 33 millions d'électeurs sur une quarantaine estimée, ont pourtant déjà été recensés selon le président de la CENI.

« Des élections « aux calendes grecques »

Pour l'opposition politique cette annonce constitue « une déclaration guerre », selon Félix Tshisekedi du Rassemblement. « Nangaa joue avec le feu », tonne l'opposant Martin Fayulu, candidat à la présidentielle. Il faut dire que l'opposition dénonce depuis 2014 la dangereuse stratégie de Joseph Kabila pour s'accrocher à son fauteuil et attend toujours un calendrier électoral. Cette annonce du président de la CENI ne constitue donc pas une surprise pour Paul Nsapu, le président de la Ligue des électeurs et secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH). « Joseph Kabila a placé ses pions pour retarder les élections. Corneille Nangaa n'est pas un acteur neutre et indépendant. Il n'a pas été porté à la tête de la CENI par la Société civile. Il obéit simplement à la stratégie présidentielle de renvoyer les élections aux calendes grecques », analyse Paul Nsapu.

Insécurité et manque d'argent... vraiment ?

Quant aux problèmes sécuritaires dans les Kasai avancés par Corneille Nangaa pour justifier le report des élections, les défenseurs des droits de l'Homme n'y croient pas. « Ce qui se passe dans le centre du pays était prévisible. Joseph Kabila a volontairement laissé pourrir la situation. C'est une catastrophe voulue par le pou-

voir pour reporter les élections. Ces foyers de tensions ont été créés par Kinshasa. Et lors des dernières élections, l'insécurité dans l'Est du pays n'a pas empêché les scrutins de se tenir dans les délais ». L'autre argument avancé par le patron de la CENI pour expliquer les retards dans l'organisation des élections est d'ordre financier. Là encore, Paul Nsapu juge l'excuse un peu maigre. « Il y a de l'argent pour acheter des caméras à Kinshasa ou du matériel pour la répression policière, mais il y en a aussi eu pour créer les nouvelles provinces. Cet argent pouvait servir à l'organisation des élections. Sans parler bien sûr de la corruption et des détournements d'argent qui se sont généralisés lors de ce dernier mandat du président Kabila ».

Maintenant reste à savoir quand auront lieu les prochaines élections ? Sur la question, Corneille Nangaa a botté en touche et renvoyé la balle... aux politiques. Le président de la CENI estime que le sujet doit être réglé entre le gouvernement et le Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA), censé faire respecter le compromis signé entre la majorité et l'opposition le 31 décembre 2016. Problème : le CNSA est loin d'être constitué et les négociations sont au point mort. Le hic, c'est que le président congolais avait déjà renvoyé début juin le problème du calendrier électoral... à la CENI. C'est le serpent qui se mord la queue. Dans ce jeu de « patate chaude », personne ne semble vouloir assumer la responsabilité d'un nouveau report des élections.

« On ne peut plus faire confiance

à Joseph Kabila »

Jusqu'à quand Joseph Kabila peut-il encore jouer avec le temps et retarder infiniment les élections ? Fin 2016, alors que son mandat touchait à sa fin et que la population était dans la rue, Joseph Kabila a pu faire baisser la tension en faisant mine de vouloir s'asseoir à la table des négociations. Sous la pression de la communauté internationale, l'opposition s'est calmée et la colère populaire est retombée. Mais Joseph Kabila pourra-t-il rejouer le même scénario une deuxième fois ? Certainement pas. Car sept mois après la signature de l'accord, la situation est encore chaotique : les élections sont reportées et le Conseil national de suivi de l'accord n'est toujours pas constitué.

Pour Paul Nsapu, la chose est entendue : « on ne peut plus faire confiance à Joseph Kabila. Il ne respecte jamais sa parole. Les acteurs internationaux l'ont maintenant compris ». Un argument qui pourrait faire mouche aux yeux de la communauté internationale, qui avait joué la carte du dialogue politique... et se sent ainsi trahie. Selon le président de la Ligue des électeurs, la pression internationale va donc s'accroître sur le pouvoir, notamment pour qu'une enquête indépendante puisse être ouverte sur les violences au Kasai et l'assassinat des deux experts de l'ONU. « Si la population se lance dans des manifestations pacifiques d'envergure et si une forte pression politique pousse, afin de faire respecter l'Accord de la Saint-Sylvestre, alors le pouvoir sera peut-être obligé de lâcher du lest ». Et de prévenir : « Joseph Kabila n'aura pas de seconde chance ».

LP / AFRIKARABIA

Cinq questions à Pathy-Joseph Lendo (*)

1. Doutes, incertitudes... C'est ce qui caractérise la vie aujourd'hui en RDC. Ou en sommes-nous aujourd'hui ?

Il est vrai que nous avons perdu tous les repères de la raison rationnelle dans la marche de la nation. Car personne ne veut faire le sérieux, ni ne veut dire au peuple la vérité sur ses vraies intentions ou aspirations. Mais, il y a moyen de dissiper ce doute.

2. Les horizons sont bouchés. Au niveau de la classe politique, chaque acteur fait les choses, chacun à sa manière à tel point que les élections attendues pour d'ici le 31 décembre 2017 risquent de ne pas se tenir. S'agit-il d'un saut dans l'inconnu ?

Ici encore, nous pensons que les acteurs de cet Accord de la Saint-Sylvestre que

nous avons décrié, doivent avoir le courage de lire à haute voix les dispositions relatives au timing de la tenue des élections et ils doivent surtout préciser le sens de l'incise sur l'éventualité d'une énième prolongation de cette controversée transition. Pourquoi toujours commettre les mêmes erreurs.

3. Dans le microcosme politique congolais, on parle de plus en plus d'un énième dialogue, avec au bout du parcours une nouvelle transition. Votre décryptage ?

Une énième transition ferait le jeu du théâtre institutionnalisé, car ce serait plus une occasion pour les aigris de l'actuel partage du pouvoir de rebondir aux affaires. L'essentiel est de mettre du sérieux dans la tenue d'élections libres qui puissent sécuriser les ambitions de différents acteurs politiques. Aucun pays au



monde n'a évolué positivement de transition en transition ni de négociation, encore moins de révolution en révolution. Il faut pour ce pays une certaine lucidité politique pour les acteurs sociopolitique. N'importe comment les élections doivent servir de seul canal d'affirmation des hommes et femmes politique actifs.

4. Dans certain milieux on parle de la fin du gou-

vernement Tshibala. Pensez-vous que l'on doive s'attendre bientôt à tourner la page de l'équipe Bruno Tshibala, après le feuilleton Sammy Badibanga ?

Nous ne voyons jamais le problème en termes d'hommes ou de femmes, nous privilégions le principe. Combien de gouvernement n'avons-nous pas connus depuis la deuxième République jusqu'à ce jour ? A quel état se trouve ce pays ? C'est faux de croire que le mal est toujours l'autre, il faut se remettre en cause individuellement de manière sincère. Car combien de gueulards opposants n'ont-ils pas roulé le peuple une fois aux affaires. Il convient de cerner la problématique de la mauvaise gestion de cet espace socioéconomique que nous avons de la peine à maîtriser pour le plus grand bien du peuple au nom du quel sur-

tout quand on est dans la réserve de la République et qu'on oublie vite pour soi-même après.

5. A quoi, selon vous, pourrait servir un énième dialogue, le 3^{ème} de la série ?

Personne ne sait de quoi sera fait demain, tout le monde patauge, il est une expérience très périlleuse dans l'histoire d'une nation. Un nouveau dialogue peut être oui, mais avec et entre qui ? Nous l'avions dit que le dialogue ne pouvait avoir que deux soucis : définir le pouvoir politique dans la société des hommes et définir l'intérêt général. Alors tout le reste coulera comme dans une rivière douce.

PROPOS RECUEILLIS PAR J.K.

(*) Initiateur de l'Opposition scientifique

Kwilu : Aubin Minaku sensibilise la population d'Idiofa à l'enrôlement

En séjour dans la province du Kwilu, le président de l'Assemblée nationale a rempli son devoir civique en obtenant sa carte d'électeur, avant d'inviter la population, toutes tendances confondues, à lui emboîter le pas.
P.M.

Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, séjourne depuis jeudi 3 août dans la ville d'Idiofa (Kwilu), sa terre natale et son fief électoral, dans la province du Kwilu.

Sur place, Aubin Minaku est allé s'enrôler à l'EP 3 Idiofa. Ce devoir civique accompli, le speaker de la Chambre basse du Parlement s'est adressé à la foule qu'il a rassurée sur l'effectivité des élections provinciales, législatives et présidentielle avant de prôner la démocratie en vue du développement dans son territoire, Idiofa.

A la population, Minaku exhorte à voter utile, un vote sanction. « C'est-à-dire, ne réélire que ceux qui ont contribué dans le développement d'Idiofa », a-t-il fait savoir. Et de poursuivre : « Il y aura des élections, que personne ne vous trompe. Mais ces élections, nous les voulons apaisées, crédibles et démocratiques. Qu'elles ne soient pas d'élections qui amènent des troubles... Idiofa pour la démocratie ! Idiofa pour les élections ! Idiofa



pour la paix ! Idiofa pour le développement ! ».

Aubin Minaku a rappelé à la population d'Idiofa, qu'après Lubero, c'est Idiofa qui est le plus grand territoire du pays.

Par ailleurs, l'élu d'Idiofa s'est appesanti sur quelques actions menées pour le développement de son territoire. C'est notamment, la construction de la route asphaltée longue de plus ou moins 85 kilomètres, qui va relier la ville d'Idiofa à la Route nationale n°1. Les travaux d'asphaltage se poursuivent au même rythme et à la même fréquence que ceux de la route de Kalemie dans le Haut-Katanga. « Idiofa aura sa route asphaltée. C'est fini. C'est incontournable », a-t-il déclaré.

buton de l'énergie).

A son arrivée à Idiofa, Aubin Minaku a accordé des audiences, tour à tour, à la délégation des députés provinciaux conduite par le président de l'assemblée provinciale du Kwilu, à la délégation du comité territorial de sécurité et aux chefs coutumiers, traditionnels et des groupements du territoire d'Idiofa.

Le speaker de la Chambre basse du Parlement a rassuré sur l'organisation des élections à tous les niveaux.

Il a, par la suite, visité la Base vie de Musangu, où l'entreprise chinoise Synohydro a installé le concassage des caillasses destinées à la construction de la route moderne asphaltée qui va relier la ville d'Idiofa à la Route nationale n°1.

Au Palais de la justice d'Idiofa, le président de l'Assemblée nationale a effectué une visite guidée du bâtiment rénové qui abrite le Tribunal de paix d'Idiofa et le Parquet secondaire. De passage au centre de la Snel, il a promis un grand groupe électrogène pour électrifier la ville avant d'aller voler au secours des patients insolubles d'un centre de santé privé.

Cette série de visites s'était bouclée au commissariat territorial de la Police.

Au chapitre économique, Minaku a inauguré une nouvelle banque commerciale dans la ville. Les 500 premiers clients ont bénéficié d'une tombola financée par l'élu d'Idiofa. « Une grande ville se développe avec des banques », a-t-il déclaré avant de rassurer qu'on y instaurera le système des microcrédits.

DES AUDIENCES AVEC LES COUCHES SOCIALES

D'autres actions sont menées pour la desserte en eau potable et en énergie électrique en faveur des populations du territoire d'Idiofa, a indiqué Aubin Minaku. C'est en attendant la finalisation du barrage de Kakobola avec tout ce qu'elle implique (production, transport et distri-

Promotion des valeurs patriotiques

E. Shadary sensibilise les entités de base à Kinshasa

P.M.

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité, Emmanuel Ramazani Shadary a lancé, samedi 5 août, la campagne de sensibilisation des chefs de rues de Kinshasa sur la vigilance et la promotion des valeurs morales et patriotiques. C'est une campagne qui vise, entre autres, une prise de conscience sur la nécessité d'aimer la patrie, la consolidation de l'unité, la concorde et de la cohésion nationale.

Par cette campagne, le gouvernement entend contrer des appels qu'il considère comme de l'incivisme et de la désobéissance civile dans la ville de Kinshasa, où l'opposition prévoit d'abord deux journées « ville morte », les 8 et 9 août dans l'ensemble de la République en guise d'avertissement, avait annoncé le

rapporteur du conclave du Rassemblement, François Muamba, dans une déclaration publique. Par la suite, l'agenda du Rassemblement prévoit des meetings et un appel à la désobéissance civile à partir du 1^{er} octobre.

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Sécurité, a, après avoir survolé l'évolution du processus politique depuis 2016 à ce jour, donné des instructions fermes à plus de mille chefs de rues et tous les bourgmestres de Kinshasa pour contribuer au maintien de l'ordre public dans la capitale. Des dispositions qui aideront également aux administrateurs de la capitale à faire face à la montée du banditisme urbain.

La campagne va s'étendre à tous les districts de la capitale à travers des descentes sur terrain.





illicocash

My phone is my bank



Avec l'application **Illico Cash**, gérez l'intégralité de vos comptes depuis votre téléphone portable. Consulter ses comptes, effectuer un paiement, transférer de l'argent et recharger ses unités téléphoniques n'aura jamais été aussi simple.

Google play Disponible sur App Store

www.illicocash.com

CALL CENTER: +243 99 60 16 300 / FREE NUMBER: 4488

Binationale lac Télé- lac Tumba : les experts valident le plan d'action de la stratégie de gestion du paysage LTLT

Deux documents importants vont améliorer la participation des communautés locales et peuples autochtones à la gestion des ressources naturelles des aires protégées du paysage lac Télé-lac Tumba.

St Augustin K.

Les rideaux sont tombés vendredi 4 août sur la réunion du Comité binational de planification et d'exécution (CBPE) du paysage lac Télé- lac Tumba.

Au bout de deux jours de travaux au Cercle français de Kinshasa, soit du 3 au 4 août, les experts du CBPE de la République du Congo et ceux de la République démocratique du Congo ont validé deux documents importants qui vont améliorer la participation des communautés locales et peuples autochtones à la gestion des ressources naturelles des aires protégées du paysage lac Télé-lac Tumba.

Au cours de cette réunion, a expliqué M. Alfred Yoko, chef de programme Faune à WWF RDC, les experts étaient conviés à examiner les conclusions d'une étude qui a été menée par un consultant, sous la supervision de WWF RDC. Le consultant avait la mission de passer en revue la législation de deux Etats, notamment sur les aspects liés à la participation des communautés locales et peuples autochtones à la gestion des ressources naturelles des aires protégées du paysage binationale lac Télé- lac Tumba.

Au terme de l'étude, le consultant a présenté deux propositions de décrets à soumettre aux deux Etats, et ce, dans le but d'accroître la participation des communautés locales et peuples autochtones dans la gestion des ressources naturelles des aires protégées.



En 2016, sous la conduite de WWF RDC, dans le cadre du projet GET PNUD LTLT, il a été produit une stratégie de gestion du paysage binational lac Télé-lac Tumba. Mais cette stratégie n'avait pas de plan d'action. Pour cette raison, un autre consultant a été recruté pour produire le plan d'action de la Stratégie pour une durée de 5 ans, soit 2017-2021.

De l'avis de M. Guyguy Mangoni, le consultant recruté par WWF RDC, le plan d'action stratégique qu'il a présenté aux experts est un appendice d'une stratégie adoptée en 2016 par la République du Congo et la République démocratique du Congo concernant la gestion d'un paysage transfrontalier appelé Binationale lac Télé- lac Tumba. Ce plan d'action s'étale sur une période de 5 ans et c'est un plan à évolution

continue par rapport à une stratégie adoptée pour une période de 10 ans pour la gestion durable des ressources naturelles de ce paysage.

Ce plan, a-t-il commenté, reflète les piliers de la stratégie qui sont politique, écologique, financier et social.

LES PROJETS DE DÉCRETS RENVOYÉS À LA COMIFAC

La réunion de Kinshasa a donc validé ces deux documents. Mais pour ce qui est des propositions de décrets, les experts ont estimé, après analyse, qu'il était très tôt de passer à l'étape de décrets dans les deux pays. Le rapport du consultant était accepté et validé mais recommandation a été faite pour que ces textes soient déposés à la coordination nationale de la Commission ministérielle des forêts en Afrique centrale (COMIFAC) qui va,

à son tour, les déposer au secrétariat exécutif de la COMIFAC ; question d'entrevoir dans quelle mesure il faille initier un protocole d'accord à soumettre à la signature de deux Etats. Ce protocole aura l'avantage de fixer la matière sur la participation des communautés locales et peuples autochtones dans la gestion des ressources naturelles des aires protégées.

On rappelle que le paysage lac Télé- lac Tumba fait partie des paysages prioritaires de CARPE (Programme régional de l'environnement en Afrique centrale), une initiative de l'USAID financée par le fonds américain. Le programme CARPE rentre dans l'initiative de la COMIFAC.

La réunion est dite binationale parce qu'elle regroupe des experts qui statuent sur un paysage situé à cheval sur deux Etats (République du Congo et République démocratique du Congo). Ce paysage s'appelle « Binationale lac Télé-lac Tumba » (BLTLT).

Dans le cadre de la Binationale lac Télé-lac Tumba, la République du Congo et la République démocratique du Congo avaient signé en 2010 un protocole en rapport avec la gestion durable de ce paysage ; laquelle gestion met un accent particulier sur la participation des communautés locales à la gestion des aires protégées se trouvant dans ce paysage.

Au terme de ce protocole d'accord, trois comités avaient été institués : le Comité binational de supervision et d'arbitrage (CBSA), où siègent les ministres de deux Etats ; le Comité binational de suivi (CBS) et le Comité binational de planification et d'exécution (CBPE), où siègent les experts de deux pays ; ils préparent certains dossiers et programmes à soumettre aux responsables de deux Etats pour leur mise en œuvre.

Opération « Jeudi sinistre » : 164 dossiers payés en assurance automobile, vie et incendie

RICH NGAPI

Tout en se préparant à affronter la concurrence qui s'annonce mouventée avec la libéralisation prochaine du marché des assurances, la Société nationale d'assurances (Sonas) maintient ses nombreux clients en confiance, en priorisant l'opération d'indemnisation des sinistres, initiée le jeudi de chaque semaine.

Pour ce faire, le Directeur général a.i, Mme Carole Agito Amela et toute l'équipe de la direction de la Sonas ne ménagent aucun effort pour respecter l'objet social de cette société publique d'assurances, à savoir l'indemnisation des sinistres.

C'est ainsi qu'au cours de l'opération « Jeudi sinistre », organisée le 3 août à la direction générale, dans la commune de la Gombe, des agences de Kinshasa ont traité et payé 164 dossiers, essentiellement aux assurances automobiles, vie et incendie.

La Direction générale a payé 88

dossiers ; les agences de : Barumbu 3 dossiers ; Beach Ngobila 3 dossiers ; DGI/Gombe 2 dossiers ; FIKIN 1 dossier ; Gombe 5 dossiers ; Huileries 5 dossiers ; Kasa-Vubu 3 dossiers ; Kalamu 1 dossier ; Kimbanseke 1 dossier ; Kingabwa 5 dossiers ; Kinsuka 1 dossier ; Kintambo 6 dossiers ; Libération 1 dossier ; Limete 6 dossiers ; Masina 8 dossiers ; Ngirir-Ngiri 1 dossier ; Ndolo 1 dossier ; N'Djili 1 dossier ; Nsele-Maluku 6 dossiers ; Sainte Thérèse 1 dossier ; Socimat 6 dossiers ; Yolo 3 dossiers et l'agence de 30 Juin a traité et payé 4 dossiers.

Entre-temps, la Sonas poursuit sa campagne de sensibilisation auprès de propriétaires de véhicules automoteurs, les invitant à venir souscrire massivement et librement la police d'assurance automobile.

PROCÉDURE À SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT

Pour aider ses nombreux abonnés, la Société nationale d'assurances (Sonas) soumet à l'attention des

conducteurs et propriétaires d'automobiles la procédure à suivre en cas d'accident.

En effet, après un accident, la première étape est celle de faire appel à un OPJ (Officier de police judiciaire) affecté à la police de circulation routière pour constater l'accident et veiller à ce que le PV soit établi conformément aux faits tels qu'ils se sont produits. La deuxième étape serait, en cas de collision avec un autre véhicule, vérifier au lieu d'accident si votre adversaire est assuré.

Au cas où vous causez des dommages corporels à une personne, il vous est recommandé de prendre en charge les premiers soins pour sauver la vie humaine et soulager la victime. Les frais engagés seront remboursés par la Sonas.

La troisième étape est celle de faire la déclaration d'accident dans les huit (8) jours qui suivent auprès de l'agence/Sonas la plus proche. Vous devez impérativement vous munir de votre preuve d'assurance. Attention : une fausse déclaration entraîne la

déchéance de la garantie et des poursuites pénales.

La quatrième étape n'intervient qu'en cas d'exhibition de preuve d'assurance par votre adversaire, exigez de la Sonas qu'un numéro sinistre soit attribué à votre dossier et qu'il vous soit remis un accusé de réception précisant toutes les pièces requises pour la gestion de votre dossier.

La cinquième étape, enfin : dans le cas où vous êtes responsable de l'accident, orientez la (les) victime (s) vers l'agence/Sonas gestionnaire de son contrat pour sa prise en charge et, éventuellement, son indemnisation.

Si votre adversaire est responsable de l'accident, et que vous êtes assuré seulement en responsabilité civile, vérifiez si votre adversaire est assuré et l'inviter à respecter les différentes étapes prévues dans cette procédure. Lorsque votre adversaire, responsable de l'accident, n'est pas assuré, vous pouvez le poursuivre conformément au Code civil pour réparation.

« Réunification et autonomisation familiale » pour lutter contre le phénomène enfants de rue

La trouville est de Karibu Kinshasa Asbl, une structure caritative travaillant à la réunification familiale des enfants de rue dans la ville de Kinshasa. La zone d'action est encore localisée dans le district de la Tshangu.

ST AUGUSTIN K.

M. Olivier Chazy, président de Karibu Kinshasa Asbl, s'est longuement expliqué sur cette nouvelle méthode d'approcher le phénomène enfants de rue. Pour lui donc, cette approche a été mise à expérimentation parce qu'on a compris que la place de l'enfant est dans la famille. « La réponse des centres d'hébergement est utile mais elle est insuffisante parce qu'elle aboutit à l'institutionnalisation des enfants. Karibu Kinshasa lutte contre l'institutionnalisation des enfants, car aucune mère n'acceptera que ses enfants se retrouvent dans la rue ».

Karibu Kinshasa asbl dispose de quatre travailleurs sociaux salariés. Le plus expérimenté repère les enfants de rue que l'Asbl apprivoise d'abord. Mais cette étape requiert du temps, car l'enfant s'est déjà fait des habitudes. Aussi Karibu Kinshasa associe-t-elle à cette étape des groupes de musique et fait aussi des points d'eau, tactiques qui permettent d'approcher les enfants de rue. Le principe de l'Asbl est de ne rien imposer à ces enfants.

Déjà, pour le 1^{er} semestre de 2017, Karibu Kinshasa Asbl a prévu de réunifier cette année 40 enfants de rue avec leurs familles à partir des centres. Et de la rue, elle a réunifié



Me Oliver Chazy, Français bénévole œuvrant dans l'humanitaire et Yves Tungila, respectivement président et coordonnateur de Karibu Kinshasa Asbl (photo Auguy)

10 enfants. Quelques centres d'hébergement lui ont confié la tâche de la réunification familiale. Quatre enfants ont été réunifiés avec leurs familles. Au total, ce sont 54 enfants de rue qui ont été réunifiés avec leurs familles.

Mais depuis 2004 que l'Asbl travaille sur cet aspect de la question, ce sont 620 enfants de rue ont été réunifiés suivant deux étapes : apprivoiser et faire la médiation de familiale, parce que la famille est désorganisée et n'est pas prête à accueillir les enfants.

Cette étape est souvent complexe, raconte Olivier Chazy, parce que, très souvent, il y a un adulte qui bloque la réunification. Dans ces conditions, on recherche une alternative avec une parenté qui est favorable et accueillante avec les enfants. Dans un deuxième temps, on travaille avec la personne qui pose problème dans le groupe familial, la remettre dans ses responsabilités parentales. Le tout peut prendre quatre mois.

Pendant ce temps, l'enfant est

placé dans un centre pendant deux mois, le temps de mener tout ce travail autour de la famille. Ensuite, c'est la phase de la réunification et enfin, on va s'occuper de la mère.

AUTONOMISER LA FAMILLE

Il s'agit ici de responsabiliser la famille, car Le 1^{er} objectif de Karibu Kinshasa n'est pas la protection de l'enfance. Trois centres de Kinshasa, notamment Bana Poveda, Store House Foundation, Ndako ya Biso, font du microcrédit aux familles. On a aussi compris que la vraie cause du départ des enfants dans la rue, c'est la misère; à côté d'autres motifs secondaires, entre autres, la maltraitance, l'insuffisance éducative, etc.

Pour ce faire, Karibu Kinshasa Asbl focalise toute son énergie sur la réduction de cette misère par le microcrédit et les formations parce qu'en définitive, ce qui empêche les gens de sortir de la misère, c'est le manque de formation.

Karibu Kinshasa Asbl a mis en

place un programme de formation des mères sur plusieurs étapes : sensibilisation des familles ; apprentissage sur le microcrédit ; apprendre à bien gérer la petite entreprise ; s'attaquer à l'équilibre alimentaire ; l'éducation sanitaire ; etc. ;

Pour soulager la misère des familles, l'Asbl prête une fois l'an 100\$ avec un taux d'intérêt de 6%. Les femmes qui ont adopté les valeurs, méthodes et la vision de Karibu Kinshasa Asbl réussissent et entrent dans la 2^{ème} étape que sont les mutuelles et tontines à l'africaine, où les femmes se prêtent à tour de rôle.

Depuis le 15 mars 2017, 11 femmes sont bénéficiaires de ce programme et à la fin de l'année, on en comptera 55. C'est une activité d'autonomie financière, car ce sont les femmes elles-mêmes qui génèrent leur financement.

De plus, depuis cette date, une activité agricole a également démarré avec 1000 m² d'étendue à N'Sele. A côté de cette activité, se développe un projet de petit marché avec le bourgmestre de la N'Sele. Un 3^{ème} programme dénommé « Santé avec un médecin » est mis sur pied pour faire l'éducation à la santé avec trois étapes.

Grâce à cette méthode, sur les 620 enfants réunifiés, l'Asbl a enregistré seulement quatre cas de rechute, ce qui prouve à suffisance que cette méthode est meilleure et efficace par rapport à celle tradition appliquée jusqu'ici dans les centres d'hébergement où on fait de la protection de l'enfance.

Mortalité maternelle

Près de 72 femmes meurent des suites de complications de grossesse

LUCIE NGUSI M.

Les résultats de la dernière Enquête démographique et de santé, EDS 2014, signalent 846 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, 28% des décès néonataux et 58% des décès infantiles. Cela signifie qu'en RDC, on compte chaque jour près de 72 femmes qui meurent des suites de complications de grossesse ou d'accouchement.

Parmi les facteurs explicatifs de cette tragédie sociale figurent la faible utilisation des méthodes de planification familiale et la prévalence contraceptive qui se situe à peine à 8%. Alors que les besoins non satisfaits en planification familiale sont de l'ordre de 28%.

Selon l'Enquête, la RDC demeure classée parmi les nations du monde à très forte fécondité avec 6,3 enfants par femme en moyenne. Cette fécondité entraîne un accroissement rapide de sa population et un taux de dépen-



dance élevé. Le manque de maîtrise de la fécondité par les couples mais aussi par les jeunes a un impact néfaste sur la santé des mères, des enfants, mais aussi des pères.

INTERVENTIONS À HAUT IMPACT

Sur le plan sanitaire, le ministère de la Santé publique a retenu la planification familiale parmi les inter-


ventions à haut impact à mettre en œuvre pour réduire la mortalité maternelle dont le taux reste élevé en RDC.


Pour faire face à cette situation, le pays s'est doté d'un plan stratégique national de planification familiale à vision multisectorielle qui couvre la période de 2014 à 2020. Il vise à augmenter le taux de prévalence contraceptive de 8% (EDS 2013-

2014) à 19% en 2020. Egalement, d'augmenter le nombre d'utilisateurs de méthodes modernes de 700 000 en 2010 à 2,1 millions en 2020. L'atteinte de ces objectifs requiert la contribution de plusieurs acteurs dont les confessions religieuses.

D'où, la table ronde qui vient d'être organisée, du 3 au 5 août, dans le but de contribuer à la promotion de la planification familiale en RDC. Aussi, améliorer la santé de la population en général, et celle de la mère et de l'enfant, en particulier.

Il faut noter que les confessions religieuses sont responsables de la gestion d'environ 40% des structures sanitaires du pays. De plus, de par leur mission première, elles exercent une forte influence sur les attitudes et comportements des fidèles, lesquels constituent plus de 80% de la population. Certaines confessions religieuses apportent déjà une pierre à l'avancée des objectifs de planification familiale.





L'Ambassade des Etats-Unis en République
démocratique du Congo présente

ROBERT CURBEAM

astronaute de la NASA, à l'occasion d'une présentation publique

CENTRE CULTUREL BOBOTO
KINSHASA
JEUDI 10 AOÛT 2017
18:00

L'ENTRÉE EST GRATUITE

UPN : cadres administratifs et scientifiques en grève

Les différents corps des universités et instituts d'enseignement supérieur menacent d'aller en grève, à l'instar des professeurs de l'UNIKIN et des cadres administratifs et scientifiques de l'UPN.

FLORENT N'LUNDA N'SILU

Les cadres administratifs et scientifiques de l'Union pédagogique nationale (UPN) débutent la grève, à dater de ce lundi 7 août.

Le mot d'ordre de grève a été lancé par l'Association des cadres administratifs et scientifiques de l'UPN lors de l'assemblée générale extraordinaire des cadres administratifs et scientifiques de l'UPN qu'elle a convoquée samedi 5 août 2017 à Kinshasa. Ce, après l'expiration du préavis de 48 heures donné à l'Etat-employeur, c'est-à-dire le gouvernement.

A l'expiration du préavis, a constaté l'Association des cadres administratifs et scientifiques, l'Etat-employeur n'a pas répondu aux revendications des cadres administratifs et scientifiques de l'UPN. Au nombre de reven-

dications figurent le paiement des salaires des cadres administratifs et scientifiques au taux budgétaire de 1 450 francs congolais le dollar américain à partir de juillet 2017 ; l'amélioration de la prime institutionnelle ; la régularisation de la situation de « nouvelles unités », en abrégé « NU ». C'est une appellation pour désigner dans l'Administration publique de la République démocratique du Congo les agents et fonctionnaires qui travaillent - trois, cinq, voire cinq ans ou plus - mais demeurent impayés, parce que non mécanisés.

Interrogés, les cadres et scientifiques de l'UPN ont dit soutenir le mot d'ordre de grève lancé par leur association.

ISC : LE COMITÉ DE GESTION MBANGALA RÉHABILITÉ

A l'Institut de commerce de commerce (ISC)/Kinshasa, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Steve Mbikayi, a rapporté son arrêté portant relèvement de ses fonctions du directeur général de cet établissement public Augustin Mbangala.

Tout en rapportant son arrêté, le ministre Steve Mbikayi a mis sur pied une commission chargée de « relever des manquements dans le chef d'Augustin Mbangala, s'il y en a », rapporte Radio Top FM émettant à partir de Kinshasa.

Steve Mbikayi a par ailleurs justifié le retard mis dans l'exécution de la lettre du Premier ministre Bruno Tshibala lui enjoignant de rapporter son arrêté portant relèvement de ses fonctions du directeur général Augustin Mbangala. « J'ai reçu la lettre du Premier ministre le 27 juillet 2017 et je devais voyager, tôt le matin le lendemain, pour Mbuji-Mayi (province du Kasai Oriental) où je devais présider la cérémonie de clôture officielle de l'année académique 2016-2017 en République démocratique du Congo », s'est-il défendu. Et d'ajouter : « Revenu dans la capitale le 2 août 2017, c'est le lendemain (le 3 août) que j'ai pris l'arrêté portant rapportage de la mesure de relèvement de ses fonctions du directeur général Augustin Mbangala ».

A noter que le contenu de cet arrêté a été communiqué par le mi-

nistre de l'ESU au comité de gestion de l'ISC/Kinshasa réhabilité qu'il a reçu dans son cabinet de travail, le même jour.

Pour rappel, après le relèvement de ses fonctions, Augustin Mbangala a refusé de procéder à la remise et reprise avec son successeur désigné par le ministre de l'ESU.

Face à cette situation, ce dernier a fait appel au parquet pour procéder à la casse de la porte du bureau qu'occupait Augustin Mbangala.

Seulement, la mesure prise à l'encontre de ce dernier a provoqué une vive tension dans la communauté de l'ISC/Kinshasa d'où il jouissait d'un immense capital de confiance.

Pour prévenir tout débordement, la hiérarchie de la Police nationale congolaise (PNC) a dû déployer des éléments de ce corps devant les portes donnant accès à cet institut d'enseignement supérieur le lundi 31 juillet 2017, date de clôture officielle de l'année académique 2016-2017 et de collation des grades académiques. Les deux cérémonies n'ont pas eu lieu à cette date.

Une centaine d'anciens boursiers congolais en Chine reçoivent des diplômes de mérite

La coopération sino-congolaise ne cesse de se renforcer et de produire des fruits, particulièrement dans le domaine de formation. Plus d'une centaine d'anciens boursiers congolais en Chine ont reçu samedi 5 août des diplômes de mérite et d'honneur pour leur compétence et participation au renforcement des relations entre les deux Etats.

MATSHI

Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Steve Mbikayi, et l'ambassadeur de la République Populaire de Chine en RDC, M. Wang Tongqing, ont procédé, samedi 5 août, à la remise des diplômes d'honneur et de mérite à plus d'une centaine d'anciens boursiers congolais en Chine qui se sont distingués dans leurs secteurs respectifs, plusieurs années après leur retour au pays.

C'était à la faveur d'une réception organisée samedi soir par l'ambassadeur Wang Tongqing à sa résidence de Gombe.

Parmi les bénéficiaires de ces diplômes, il y avait des médecins, docteurs en diverses sciences, des ingénieurs, dont une femme ingénieur en textile ayant travaillé à la société Utexafrica, mais aussi des techniciens et des officiers militaires et de la police, dont un lieutenant des FARDC qui avait passé cinq ans de formation en Chine.

Le ministre de l'ESU et le diplomate chinois ont également procédé à la remise des lettres d'admission



Le ministre Steve Mbikayi et l'ambassadeur Wang Tongqing remettant les lettres d'admission aux nouveaux étudiants en Chine (Photo Matshi)

dans diverses universités chinoises à une cinquantaine d'étudiants congolais boursiers devant se rendre en Chine cette année. L'ambassadeur Wang Tongqing a aussi remis, à la même occasion un équipement de musique d'une valeur de quatorze (14 000) dollars américains à la chorale « Vox Dispo », une chorale congolaise à dimension internationale qui avait participé, l'année dernière, au 13^{ème} Festival international de musique, à l'issue duquel elle était classée 3^{ème} et s'était vue coté 15^{ème} au plan mondial, grâce à la présentation des partitions congolaises, chinoises et internationales.

Comme pour clôturer la série de présentation, l'ambassadeur de Chine à Kinshasa a présenté le comité d'Amis de la Chine », une Asbl dont la sortie officielle avait eu lieu l'après-midi du même samedi avec quatre grands objectifs parmi lesquels, l'entraide entre les anciens boursiers congolais en Chine, jouer l'interface entre les anciens étudiants congolais boursiers en

Chine et les entreprises pouvant bénéficier de leur expertise et surtout jouer le trait d'union entre la Chine et le RDC pour le développement et la connaissance mutuelle entre les deux pays et les deux peuples chinois et congolais.

L'ambassadeur Wang, après avoir félicité les lauréats, mais aussi la création de l'Association des anciens étudiants congolais en Chine et les étudiants congolais qui ont obtenu la bourse gouvernementale chinoise de 2017, a souligné que les relations sino-congolaises sont dotées d'une longue histoire et d'une civilisation splendide. Selon lui, « Chine et la RDC ont noué des liens d'amitié et entretenu une coopération amicale depuis longtemps, surtout dans les domaines culturels, éducatifs, sanitaires et de formation, domaines essentiels pour le bien-être de nos deux peuples ».

Il a révélé que chaque année, le gouvernement chinois octroie des bourses aux étudiants congolais, ce qui est une occasion précieuse pour

les jeunes congolais de découvrir le monde extérieur, notamment l'Orient, à part l'Occident. « Après leur retour en RDC, ils mettent à profit les compétences qu'ils ont acquises en Chine et apportent, dans leurs postes respectifs, une contribution remarquable au développement socioéconomique de la RDC et à l'amitié entre nos deux peuples. Aujourd'hui, nous nous réunissons ici pour célébrer chaleureusement la création de l'Association des anciens étudiants congolais en Chine, fruit et témoin importants des échanges humains et culturels sino-congolais ».

Il s'est dit convaincu que cette association pourra injecter une forte impulsion et une grande vitalité à la coopération et aux échanges entre les deux pays.

Parlant de nouveaux étudiants congolais bénéficiaires de la bourse du gouvernement chinois pour 2017, il a assuré qu'ils vont bientôt partir en Chine pour poursuivre les études supérieures, avec le souhait de les voir tous réussir grâce à un travail sérieux. Pour lui, « la compréhension mutuelle entre nos deux peuples constitue la base solide pour les relations amicales des deux pays ».

Pour sa part, le ministre Steve Mbikayi a, au nom du Président de la République et du gouvernement congolais félicité les liens existant de longue date entre la Chine et le RDC, tout en remerciant le gouvernement chinois pour sa contribution au développement de la RDC, notamment grâce à la formation qu'il accorde aux étudiants congolais.

Maduro, Erdogan, Orban, le retour des dictatures dans le monde

Le point commun à tous ces gouvernements est que leurs dirigeants sont prêts à tous les moyens et artifices pour se perpétuer au pouvoir, quitte à renoncer aux valeurs qui les y ont portés.

Outre les pays qui n'ont jamais cessé d'exercer une dictature malgré l'évolution vers une gouvernance mondiale plus démocratique, telles que la Chine et la Corée du Nord, certains autres pays qui étaient sortis du cycle vicieux de ce type de régime y reviennent à grands pas.

LE DRAME DU VENEZUELA

On peut citer bien sûr et en premier lieu le Venezuela, pays autrefois prospère et qui, paradoxalement, n'a jamais eu à sa tête, depuis 1945, un Pinochet (ex-dictateur chilien) ou un Videla (ex-dictateur argentin). Depuis l'élection d'Hugo Chavez puis de Nicolás Maduro à la mort du premier en 2013, deux hommes inspirés par un socialisme autoritaire sur le modèle castriste, ces derniers ont entraîné ce pays riche, premier producteur de pétrole en Amérique latine, dans la spirale infernale de la pauvreté et la ruine.

L'élection d'une soi-disant «Assemblée constituante» caractérise un point de non-retour, condamné de façon très majoritaire par la communauté internationale, alors que celle-ci s'était plutôt abstenue jusqu'à maintenant de faire connaître sa position sur ce conflit.

L'élection dans des conditions



En Turquie, le président Erdogan fait usage des méthodes fortes pour asseoir son autorité.

obscur de cette assemblée constitue évidemment un quasi coup d'Etat présidentiel après que les partis d'opposition eussent remporté, il y a moins de deux ans, les élections législatives. La situation est on ne peut plus grave aujourd'hui car non seulement elle menace la démocratie, mais elle dégenère en crise humanitaire. Enfin, la crise peut conduire à la déstabilisation de la région. Maduro vient en outre de faire arrêter deux dirigeants de l'opposition, dont le maire de Caracas, achevant de discréditer complètement son régime

LE MESSIANISME SANS LIMITE

DE RECEP TAYYIP ERDOĞAN

Le retour de la dictature est aussi en cours en Turquie. Bien que l'Union européenne et les Etats-Unis soient totalement absents quant aux événements en Turquie, bien que récemment des divergences soient apparues entre la Commission européenne et la haute représentante pour la politique étrangère sur la façon de gérer la situation en Turquie (Mme Mogherini n'évoquant que l'existence de quelques difficultés), il est évident que Recep Tayyip Erdoğan ne fait pas que conforter sa position en renforçant le pouvoir présidentiel, mais instaure lui aussi une dictature. Le mot, encore tabou il y a quelques semaines, est aujourd'hui de plus en plus employé.

En limogeant des milliers de fonctionnaires, des juges, en enfermant des journalistes et des députés en prison, ce scénario fait bien sûr penser aux dictatures militaires des années 1980 symbolisées par le film «Midnight express» sorti à la fin des années 1970.

En visite, il y a quelques semaines à Bruxelles, le ministre turc des affaires étrangères, a pourtant exigé la poursuite des négociations pour intégrer l'Union européenne. Il est évident, comme l'a d'ailleurs demandé le Parlement européen, qu'il n'est plus envisageable de poursuivre le processus d'adhésion de ce pays à l'Union européenne tant qu'Erdoğan sera au pouvoir. Ce régime n'est plus compatible ni avec les principes de l'Union européenne, ni même avec ceux de la Convention européenne des droits de l'homme dont elle fait pourtant partie.

LA TENTATION AUTORITAIRE DE RETOUR EN EUROPE

Mais voilà que la tentation autoritaire fait de nouveau son retour en Europe dans des pays que l'on croyait

vaccinés pour toujours aux régimes oppressifs et autoritaires.

C'est le cas en Pologne notamment où il a été décidé par le parti «Droit et Justice» de Jarosław Kaczyński de s'opposer aux décisions de la Cour constitutionnelle en mettant la justice au pas afin qu'elle ne vienne plus gêner le pouvoir politique. Les journalistes sont aussi désormais soumis au bon vouloir du gouvernement et de ce parti qui apparaît de plus en plus comme un parti de droite décidé à mener une nouvelle révolution nationale-réactionnaire.

Cette évolution dangereuse a amené la Commission européenne à mettre en œuvre le processus qui pourrait conduire à la suspension des droits de vote de ce pays au sein du conseil européen. Toutefois, l'article 7 du traité sur l'Union européenne prévoyant que le vote intervient à l'unanimité, une telle sanction n'a aucune chance d'aboutir, la Hongrie ayant fait savoir qu'elle voterait contre cette mesure.

Au demeurant, l'article 7 est tellement difficile à mettre en œuvre que la menace manque tout simplement de crédibilité. Une réforme des traités devient aujourd'hui une nécessité.

S'agissant de la Hongrie enfin et même si l'ambassadeur de Hongrie en France défend avec ardeur et conviction sincère la politique et la position de son pays, l'action du premier ministre Viktor Orbán depuis deux ans a été tristement marquée par des pratiques détestables ainsi qu'un langage que l'on ne devrait plus entendre dans la bouche d'un dirigeant européen.

Ce dernier s'est érigé comme le rempart de la civilisation chrétienne contre les musulmans à la lumière de la vague migratoire et a refusé de prendre sa part dans le petit effort de relocalisation des réfugiés décidé à niveau européen et qui lui était demandé. Il a d'ailleurs perdu sa bataille judiciaire devant la Cour de justice de l'Union européenne sur cette question.

Le point commun à tous ces gouvernements est que leurs dirigeants sont prêts à tous les moyens et artifices pour se perpétuer au pouvoir, quitte à renoncer aux valeurs qui les y ont portés. Il s'agit là d'une tendance inquiétante pour l'avenir de la gouvernance, alors que chaque pays agit sous les yeux de la communauté internationale et des peuples qui la composent. Tolérer une généralisation de ce type de pouvoirs autoritaires serait un mauvais signe pour l'avenir.

PATRICK MARTIN-GENIER

Spécialiste des questions européennes, enseignant en droit public et constitutionnel



Pressé par la rue, Nicolás Maduro, président du Venezuela, a opté pour la confrontation

Angola: le secteur minier devient plus compétitif par la mise en service de Laúca

Le secteur de Géologie et de Mines d'Angola devient, dès maintenant, plus compétitif que celui des autres pays d'Afrique par la mise en service, vendredi, de la première turbine (334 megawatts) du barrage hydroélectrique de Laúca, dans la province de Malanje (nord). La construction du barrage de Laúca a une valeur extraordinaire, car la production du courant fera surgir de grands projets dans le secteur minier, a ajouté le ministre de la Géologie et de Mines, Francisco Queiroz, en marge de la cérémonie de mise en service de la première des six turbines du barrage par le chef de l'Etat angolais, José Eduardo dos Santos. Le barrage de Laúca et d'autres réalisations dans le secteur électrique donneront une grande impulsion à la production du secteur minier, qui commence par l'exploitation, transformation et commercialisation, a-t-il souligné. L'augmentation de la production d'électricité, à travers la création de nouveaux projets, est essentielle à l'émergence de nouvelles entreprises, car le secteur de la transformation des produits miniers consomme beaucoup d'énergie.

Rwanda : Le tourisme devrait rapporter 444 millions USD en 2017

Le tourisme devrait rapporter environ 444 millions USD de recettes en 2017 par rapport aux 404 millions de dollars obtenus l'année dernière, a annoncé récemment un haut responsable de l'Agence nationale en charge de la promotion des investissements, le Rwanda Development Board (plus communément appelé RDB). Cette augmentation des revenus est le fruit des efforts continus de promotion du tourisme, ainsi que la stratégie consistant à motiver les entrepreneurs, et à organiser des rencontres, des conférences, des événements et des expositions (MICE), a expliqué Clare Akamanzi, la directrice du RDB. Elle a fait savoir que, d'après les projections totales, la MICE devrait verser 64 millions de dollars, en hausse par rapport aux 47 millions de dollars générés en 2016. Les attentes du sous-secteur sont également soutenues par un classement favorable par le rapport de l'Association internationale du Congrès et de la Convention (ICCA) de 2016, qui place le Rwanda en troisième position en Afrique, en termes de capacité d'accueil des réunions internationales. L'Afrique du Sud et le Maroc sont les seuls pays d'Afrique qui ont fait mieux que le Rwanda dans ce domaine.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Financé par la BAD

Le Ghana vise 5 millions de passagers par an avec l'extension de l'aéroport international d'Accra

La Banque africaine de développement qui finance l'extension de l'aéroport international d'Accra pense que cette infrastructure peut donner un coup d'accélérateur à l'intégration régionale.

La construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Kotoka, la plus grande plateforme aéroportuaire du Ghana, devrait faire de ce pays une destination de choix par laquelle il espère voir transiter 5 millions de passagers par an.

Financé par la Banque africaine de développement (BAD) pour près de 120 millions de dollars EU, ce nouveau terminal devrait améliorer le transport aérien au Ghana, mais aussi contribuer à la relance économique, réduire le coût des activités commerciales et renforcer la compétitivité du pays.

« La construction de ce terminal garantira un avenir économique prospère au Ghana. Sa grande capacité représente un réel motif d'espérance », a affirmé Akinwumi Adesina, président de la BAD, lors d'une visite effectuée jeudi dernier à Accra sur le site du projet.

« Le président Akufo-Addo m'a dit que le Ghana avait retrouvé une place prépondérante sur l'échiquier politique et économique africain. Je suis persuadé que l'ouverture, l'an prochain, d'un terminal capable d'accueillir 5 millions de passagers par an lui donnera raison », a poursuivi le président de la BAD.

Selon M. Adesina, le nouveau terminal apportera une énorme contribution à l'économie et à la société ghanéennes, grâce à une meilleure intégration régionale du pays et à la création d'emplois.

« En outre, il concrétise la mise en œuvre de la stratégie du Top 5 de la Banque au Ghana. Il semble que le chantier n'accuse aucun retard et que l'infrastructure est d'excellente qualité. Je tiens à féliciter l'ensemble du personnel qui contribue à faire avancer ce projet », a-t-il insisté.

M. Adesina a effectué du 1er au 3 août une visite de travail au Ghana destinée à renforcer la coopération bi-



Le président de la BAD, Akinwumi Adesina (troisième de gauche à droite), lors de sa visite au chantier d'Accra.

latérale entre la Banque et le pays.

LE PROJET DEVRAIT ÊTRE PRÊT EN AVRIL 2018

Selon le ministre des Finances du Ghana, Ken Ofori Atta, ce projet jouera un rôle stratégique dans la transformation économique du pays.

« Je voudrais remercier le président de la BAD pour sa visite officielle. Celle-ci a été très positive pour notre pays. Nous avons beaucoup parlé d'aviation, d'agriculture, d'énergie et d'industrie. L'aboutissement d'un projet tel que celui-ci nous assurera de nouveaux financements de la part de la Banque », a-t-il précisé.

Le secteur aéronautique ghanéen fait dorénavant figure de moteur du développement socioéconomique global et joue un rôle de plus en plus déterminant pour les économies émergentes en Afrique. L'industrie aéronautique ghanéenne a connu une importante croissance au cours de la dernière décennie en raison de la découverte de réserves pétrolières et gazières, de la demande intérieure constante et de la croissance du secteur touristique.

Le Ghana compte un aéroport international (l'Aéroport international de Kotoka, KIA) et quatre aéroports secondaires. Entre 2007 et 2014, le nombre de transporteurs actifs à l'Aéroport

international de Kotoka, qui est l'aéroport phare du Ghana, est passé de 15 à 42. La capacité actuelle des aéroports ghanéens ne permettra pas de répondre à la croissance attendue du nombre de passagers. Par conséquent, d'importants investissements sont nécessaires dans les infrastructures aéroportuaires du pays.

Pour sa part, la ministre de l'aviation, Cecilia Abena Dapaah, a remercié la BAD pour le financement du projet, ajoutant qu'elle espérait que celui-ci répondrait à la croissance attendue du trafic aérien.

« J'effectue ainsi ma 5e visite du site, et j'ai grand plaisir à constater que le calendrier est respecté. L'année prochaine, si Dieu le veut, nous inaugurerons cet édifice qui sera la plus grande infrastructure de l'entreprise. Nous espérons également que davantage de passagers y transiteront. Ce projet est conforme à la vision de notre président, M. Nana Akufo-Addo, qui souhaite faire du Ghana une plaque tournante pour la région ouest-africaine et une destination de choix. Voilà ainsi résumé notre vision de ce projet qui fera naître de nombreuses entreprises. Notre gouvernement ambitionne d'employer de nombreuses personnes dans le secteur aéronautique », a ajouté Mme Dapaah.

BULLETIN BAD

Le FMI confirme que Brazzaville lui a caché une partie de sa dette

Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé samedi que le Congo-Brazzaville lui avait caché une partie de sa dette publique lors de leurs discussions bilatérales en vue de parvenir à un programme d'aide et de réformes.

« La dette de la République du Congo est en effet plus forte que celle qui était mentionnée dans notre communiqué de presse à la fin du mois de mars 2017 », a indiqué à l'AFP un porte-parole du FMI, Ismaila Dieng, confirmant une information de Radio France Internationale (RFI).

« Cette nouvelle évaluation est basée sur des informations fournies par les autorités congolaises en juin », poursuit le porte-parole, mentionnant une

dette publique représentant 117% du PIB contre le ratio de 77% avancé en mars par Brazzaville.

Une mission du FMI doit se rendre dans « les prochaines semaines » à Brazzaville pour poursuivre des discussions sur « un programme économique destiné à restaurer la stabilité macro-économique et ouvrir le chemin à la reprise économique ».

Ces discussions avec le FMI ont été initiées avec les autres pays d'Afrique centrale (Gabon, Guinée-Equatoriale, Cameroun, Tchad, Centrafrique) à l'issue d'un sommet à Yaoundé fin décembre en présence de la directrice générale du FMI Christine Lagarde.

Une dévaluation du franc CFA avait été écartée moyennant l'interven-

tion du FMI dans ces pays frappés par la crise du pétrole.

Le FMI a ainsi accordé en juin un prêt de 642 millions de dollars au Gabon tout en demandant des « réformes », par exemple « pour accroître la mobilisation de recettes non pétrolières » ou pour « améliorer les marchés publics afin de réduire les contrats de gré à gré ».

« Les perspectives économiques à court terme du Gabon demeurent délicates, la croissance économique globale devant être modeste, aux alentours de 1%, en 2017 », a déclaré mercredi le FMI au terme d'une mission à Libreville.

AFP

Présidentielle sous tension au Kenya

Les Kényans votent mardi pour des élections générales âprement disputées et l'issue incertaine de la présidentielle opposant le chef de l'État Uhuru Kenyatta au leader de l'opposition Raila Odinga a ravivé la crainte de violences électorales.

Quelque 19,6 millions des Kényans vont élire leur président, gouverneurs, députés, sénateurs, élus locaux et représentantes des femmes à l'assemblée. Ces élections interviennent 10 ans après celles de 2007 marquées par les pires violences depuis l'accession à l'indépendance en 1963 de cette ancienne colonie britannique.

L'opposition, déjà emmenée par Raila Odinga, avait crié à la fraude à l'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki. Le Kenya avait plongé dans deux mois de violences politico-ethniques et de répression policière, qui avaient fait au moins 1.100 morts, plus de 600.000 déplacés et traumatisé un pays jusque-là réputé stable.

Cette année, la réédition du duel de 2013 a donné lieu à une campagne acrimonieuse. Les invectives l'ont souvent emporté sur les propositions, le président refusant même de débattre à la télévision avec son principal adversaire. Six autres candidats sont en lice, mais ils ne pèsent même pas 1% des voix à eux six, selon les sondages.

Le vote au Kenya se joue plus sur des sentiments d'appartenance eth-

nique que sur des programmes, et MM. Kenyatta (un Kikuyu) et Odinga (un Luo) ont mis sur pied deux puissantes alliances électorales.

Pour les sondages, la présidentielle se jouera sur la capacité des deux camps à mobiliser leurs sympathisants, le tout sous la surveillance de robustes missions d'observation de l'Union africaine et de l'Union européenne notamment.

La campagne s'est déroulée dans un calme relatif jusqu'à ce qu'elle soit ternie dans sa dernière semaine par l'assassinat d'un responsable informatique de la commission électorale. Vendredi, l'opposition a en outre accusé la police d'avoir emporté du matériel informatique lors d'un raid musclé dans un de ses locaux devant abriter un centre parallèle de comptage des voix.

La police kényane a nié toute implication dans ce raid, et l'opposition a assuré que l'incident n'aurait pas de répercussion sur sa capacité à comptabiliser les voix.

DÉPLOIEMENT SÉCURITAIRE

Pour la deuxième fois de son histoire, le pays a recours au vote électronique et pour de nombreux observateurs, la crédibilité du scrutin repose sur la fiabilité du système.

Mardi, de 06H00 à 17H00 (03H00 à 14H00 GMT), les électeurs se rendront dans un des quelque 41.000 bureaux de vote où ils feront l'objet d'une reconnaissance

biométrique (empreintes digitales). Les résultats de chaque bureau seront transmis par voie électronique à la commission électorale. En 2013, une partie du système électronique s'était effondré, alimentant les soupçons de fraude à l'annonce de la victoire, dès le premier tour, d'Uhuru Kenyatta, fils du père de l'indépendance Jomo Kenyatta.

Le scrutin va donner lieu au déploiement sans précédent de quelque 180.000 membres des forces de sécurité répartis aux quatre coins de ce pays d'Afrique de l'Est un peu plus grand que la France métropolitaine.

Outre la présidentielle, l'élection des gouverneurs des 47 comtés, fruit d'une décentralisation mise en œuvre en 2013, pourrait également déboucher sur des troubles localisés.

Comme à chaque élection dans ce pays de plus de 48 millions d'habitants, de nombreux Kényans travaillant dans les grandes villes sont rentrés dans leurs villages pour voter, mais aussi par mesure de précaution. Certains faisaient également des provisions dans les supermarchés.

REJET DES RÉSULTATS?

A 72 ans, Raila Odinga, candidat de la Nasa (National Super Alliance), une coalition d'opposition regroupant cinq partis, se présente à la présidentielle pour la quatrième et certainement la dernière fois. Le leader de l'opposition affirme s'être fait voler la victoire en 2007 et il avait rejeté les

résultats en 2013 avant que la Cour suprême ne les valide définitivement.

Cette année, l'opposition a opté pour une stratégie consistant à «protéger (ses) voix» et n'a cessé de dénoncer de possibles fraudes en préparation. Le chef de la commission électorale a assuré que le vote électronique, testé avec succès mercredi, ne permettrait pas de telles fraudes.

Le président Kenyatta, 55 ans, et son vice-président William Ruto rejettent les allégations de l'opposition et l'accusent de préparer l'opinion au rejet de leur réélection.

Les deux hommes, débarrassés en cours de mandat des poursuites de crimes contre l'humanité devant la Cour pénale internationale pour les violences de 2007-2008, ont fait campagne sur leur bilan économique.

Depuis 2013, le pays a aligné des taux de croissance à plus de 5% et développé ses infrastructures, dont la nouvelle ligne ferroviaire entre Nairobi et le port de Mombasa sur l'océan Indien. Cette solide croissance s'est toutefois accompagnée d'une hausse des prix des biens alimentaires, notamment de la farine de maïs, nourrie par une nouvelle sécheresse au début de l'année.

Cette hausse du coût de la vie vient de loin en tête des préoccupations dans les sondages, bien avant la corruption qui a pourtant largement éclaboussé le gouvernement Kenyatta.

AFP/LP

Rwanda: victoire écrasante de Paul Kagame

Le chef de l'État sortant Paul Kagame, qui dirige le Rwanda d'une main de fer depuis 23 ans, a obtenu une victoire écrasante à l'élection présidentielle, en étant réélu avec plus de 98% des voix, selon des résultats partiels divulgués samedi. La Commission électorale (NEC) a publié dans la nuit des résultats portant sur 80% des bulletins dépouillés, qui donnent M. Kagame très largement en tête avec 98,66% des suffrages exprimés, ses deux adversaires recueillant chacun moins de 1%.

La NEC estime que 97% des 6,9 millions d'électeurs inscrits ont voté. Selon ces résultats partiels, l'indépendant Philippe Mpayimana obtient 0,72% des suffrages exprimés, et Frank Habineza, leader du Parti démocratique vert, le seul parti d'opposition au Rwanda, recueille 0,45% des voix.

«Nous pensons qu'à ce niveau, nous aurons les mêmes résultats demain (samedi matin, ndlr). Il n'y aura pas de changement après que nous ayons compté 100% des votes», a déclaré le président de la NEC, Kalisa Mbanda. Dès le début de la soirée, alors que le scrutin s'était déroulé dans le calme vendredi, plusieurs centaines de personnes se sont réunies à Kigali devant un écran géant installé dans un gymnase proche du stade natio-

nal, pour fêter la victoire attendue de M. Kagame.

UN HOMME EXCEPTIONNEL

« Nous fêtons Paul Kagame », a lancé un jeune homme dansant au rythme d'une musique pop assourdissante. « Un bon résultat c'est le FPR de Paul Kagame, mais on est confiant, il va gagner », a confié un autre, Bruce Iraguha, 22 ans.

Avant même le scrutin, une large victoire de M. Kagame, 59 ans, un visionnaire pour les uns, un despote pour les autres, qui brigait un troisième mandat de sept ans, était attendue.

Ses deux adversaires étaient passés quasiment inaperçus dans une campagne phagocytée par le Front patriotique rwandais (FPR), parti contrôlant toutes les sphères de la société de ce petit pays de la région des Grands Lacs.

Paul Kagame « a libéré le pays, il a stabilisé le pays, et maintenant on peut marcher dans tout le pays nuit et jour sans problème », a expliqué Jean-Baptiste Rutayisire, un entrepreneur de 54 ans, qui a voté dans le même bureau du centre de Kigali que le président.

« Il a fait beaucoup pour le pays et il continue (...), c'est un homme exceptionnel », a-t-il ajouté, en avouant

ne pas connaître MM. Mpayimana et Habineza.

Conscient de n'avoir quasiment aucune chance de l'emporter, M. Habineza s'était cependant réjoui que pour «la première fois depuis 23 ans un parti d'opposition se trouve sur les bulletins de vote», dans un entretien téléphonique vendredi avec l'AFP. Dans le Rwanda post-génocide, seuls des candidats indépendants ou alliés à M. Kagame avaient jusque-là pu se présenter à l'élection présidentielle.

OPPOSITION DE FAÇADE

En amont du scrutin, MM. Habineza et Mpayimana s'étaient plaints de nombreuses difficultés, dont le peu de temps à leur disposition pour lever des fonds et faire campagne.

Lors d'un récent meeting, M. Habineza avait assuré à l'AFP que plaquer les couleurs de son parti avait été un vrai défi: «On nous a dit qu'on ne pouvait pas mettre nos drapeaux là où le FPR avait mis les siens, mais malheureusement le FPR a mis les siens partout!».

La victoire de M. Kagame ne semblait faire aucun doute depuis le plébiscite par référendum en décembre 2015 - 98% des voix - d'une modification de la Constitution, critiquée par les observateurs, lui permettant de briguer un nouveau mandat de 7

ans et potentiellement de diriger le pays jusqu'en 2034. Paul Kagame est l'homme fort du Rwanda depuis que le FPR a renversé en juillet 1994 le gouvernement extrémiste hutu ayant déclenché un génocide qui a fait 800.000 morts entre avril et juillet 1994, essentiellement parmi la minorité tutsi.

Il a d'abord été vice-président et ministre de la Défense, dirigeant de facto le pays, avant d'être élu président en 2000 par le Parlement. En 2003 et 2010, il a été reconduit au suffrage universel avec plus de 90% des voix.

M. Kagame est crédité du spectaculaire développement, principalement économique, d'un pays exsangue au sortir du génocide. Mais il est aussi accusé de bafouer la liberté d'expression et de réprimer toute opposition.

De nombreuses voix critiques ont été emprisonnées, forcées à l'exil et pour certaines assassinées. Des observateurs assurent que les candidatures de MM. Habineza et Mpayimana ne sont qu'une «façade» à destination de la communauté internationale.

Selon Robert Mugabe, un des rares journalistes rwandais ouvertement critiques, « il n'y a pas d'élection au Rwanda, juste un couronnement ».

AFP/LP

Venezuela: le pouvoir « déjoue » une « attaque » contre l'armée

Le pouvoir vénézuélien a affirmé avoir déjoué dimanche une « attaque terroriste » contre une base de l'armée, après l'apparition d'une vidéo montrant des hommes en tenue militaire se déclarant en rébellion contre le président Nicolas Maduro.

« A l'aube, des assaillants terroristes sont entrés dans le Fort Paramacay à Valencia », à 180 km au nord de Caracas, et se sont attaqués aux militaires, a écrit sur son compte Twitter Diosdado Cabello, vice-président du parti au pouvoir et membre de la toute puissante Assemblée constituante.

Sept assaillants présumés ont été arrêtés et « livrent des renseignements », a pour sa part indiqué un haut responsable militaire, le général Remigio Ceballos. Une vidéo supposément tournée dans un régiment de blindés de Valencia circulait dimanche sur les réseaux sociaux et dans plusieurs médias vénézuéliens. Elle montrait un homme se présentant comme un officier et se déclarant « en rébellion légitime » contre « la tyrannie assassine de Nicolas Maduro ».

« Ceci n'est pas un coup d'Etat,

ceci est une action civique et militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel », affirmait cet homme, se présentant sous le nom de capitaine Juan Caguaripano, flanqué de 15 personnes en tenue de camouflage, certaines d'entre elles armées.

« Nous exigeons la formation immédiate d'un gouvernement de transition et des élections générales libres », ajoutait-il.

NORMALITÉ ABSOLUE

Principal pilier du pouvoir chaviste, la puissante armée vénézuélienne est jusqu'à présent restée sourde aux appels de l'opposition pour qu'elle rejoigne son camp, alors que le pays est secoué par une vague de manifestations antigouvernementales qui ont fait 125 morts depuis avril.

« Une normalité absolue règne dans le reste des unités militaires du pays », a assuré sur Twitter Diosdado Cabello, selon qui « ceux qui rêvent du contraire se heurteront au moral de la Force armée nationale bolivarienne ».

Cette « attaque » présumée contre l'armée survient alors que l'Assemblée constituante, élue le 30 juillet et contestée par l'opposition et par une grande partie de la communauté internationale, a entamé samedi ses

travaux en destituant la procureure générale Luisa Ortega, l'une des principales adversaires du président Maduro.

La Cour suprême, accusée par l'opposition d'être inféodée au pouvoir, a annoncé que Mme Ortega serait jugée pour des « irrégularités ». Ses comptes ont par ailleurs été bloqués et il lui a été interdit de quitter le pays.

Ce limogeage risque d'empirer les relations déjà tendues du Venezuela avec la communauté internationale, inquiète de la dérive autoritaire du régime. Le Mercosur, le marché commun d'Amérique du sud, a suspendu samedi le Venezuela « pour rupture de l'ordre démocratique ».

Présidée par l'ex-ministre des Affaires étrangères Delcy Rodríguez, une fidèle de M. Maduro, la Constituante est dotée de tous les pouvoirs, avec pour mission de réécrire la Constitution de 1999 promulguée par Hugo Chavez. M. Maduro lui a notamment fixé pour mission d'apporter la « paix » et de redresser l'économie en lambeaux de cette nation pétrolière, naguère immensément riche.

L'opposition accuse en revanche le dirigeant socialiste de vouloir accroître ses pouvoirs et prolonger son mandat qui s'achève normalement en

2019.

La Constituante devait mettre en place dimanche une commission chargée d'enquêter sur les « crimes » commis pendant les manifestations antigouvernementales.

Selon l'ONG Foro Penal, au moins 4.500 personnes ont été arrêtées depuis le début de la vague de protestations. Un millier d'entre elles sont encore en détention, dont 300 sur ordre de tribunaux militaires.

L'un des chefs de l'opposition, Leopoldo Lopez, a pour sa part été libéré de prison samedi soir, après cinq jours de détention, et de nouveau assigné à résidence à son domicile à Caracas.

M. Lopez avait été initialement placé en résidence surveillée le 8 juillet après avoir passé trois ans et cinq mois à la prison de Ramos Verde. Il y purgeait une peine de près de 14 ans de détention à laquelle il avait été condamné pour incitation à la violence lors d'une vague de manifestations en 2014 contre M. Maduro qui avait fait 43 morts. Un autre dirigeant de l'opposition, le maire de Caracas Antonio Ledezma, a lui aussi été remis aux arrêts domiciliaires vendredi après trois jours de prison militaire.

AFP/LP

Israël : l'ancien homme de confiance de Netanyahu pourrait le faire tomber

La carrière politique de Benjamin Nétanyahou touche-t-elle à sa fin ? Sa succession est en tout cas de plus en plus souvent évoquée depuis que la police nationale israélienne a officiellement reconnu, jeudi soir, qu'elle soupçonnait le Premier ministre de « corruption », de « fraude » et d'« abus de confiance » dans le cadre de deux affaires distinctes.

La première (le dossier 1000) concerne de luxueux « cadeaux » et avantages divers qu'il se serait fait offrir ainsi qu'à ses proches par plusieurs milliardaires ayant besoin de ses interventions. La seconde (le dossier 2000) concerne un trafic d'influence visant à obtenir une couverture plus favorable de son action gouvernementale par le quotidien centriste Yediot Aharonot en échange de la réduction des activités du Israël Hayom, journal concurrent.

Certes, ces enquêtes durent depuis 2016 et le Premier ministre de l'Etat hébreu a toujours maintenu que « les enquêteurs ne trouveront rien puisqu'il n'y a rien ». Il dénonce par ailleurs les « pratiques bolchéviques » de la presse israélienne et de l'opposition qui se seraient selon lui « unis pour le faire tomber par la calomnie puisqu'elles n'y arrivent pas par les urnes ».

Soit. Mais ce n'est pas aussi simple. Car le parquet et la police viennent de marquer un point important en signant un accord de coopération avec Ari Harow (44 ans), l'ex-chef de

cabinet et ex-homme de confiance de Nétanyahou qui fut chargé pendant dix ans du financement des campagnes électorales du Likoud ainsi que du train de vie de son leader et de ses proches.

KIPPA TRICOTÉE GRISE

Originaire de Los Angeles, portant une kippa tricotée grise sur la tête et installé depuis l'âge de 12 ans dans la colonie de Karnei Shomron (Cisjordanie occupée), Harow passe pour un homme intelligent, discret, et même un peu falot. Un passe-muraille en costume gris de mauvaise facture et qui ne hausse jamais le ton en public.

Sa carrière politique, il l'a faite dans l'ombre de Nétanyahou en devenant son conseiller pour les relations extérieures en 2002, puis le directeur de 2003 à 2006 d'American Friends of Likud, une association d'ultra-conservateurs fortunés prêts à ouvrir grand leur portefeuille pour soutenir la cause du Grand Israël.

Au fil des années, le Premier ministre a manifestement apprécié l'efficacité et la discrétion de son factotum puisqu'il l'a nommé directeur de son cabinet entre 2014 et 2015. Or, aux termes de la loi israélienne, Harow aurait dû, pour exercer ses nouvelles fonctions, se séparer du cabinet de consultance 3H Global qu'il avait créé en 2010. Mais il a continué à le diriger en coulisses. L'une des clientes de 3H Global a ainsi été une entreprise high-

tech israélienne désireuse de conclure un contrat à Madagascar. En juin 2014, elle a ainsi versé 35 000 euros à 3H Global, donc à Harow qui la dirigeait toujours en sous-main, pour qu'il organise une rencontre entre le leader du Likoud et le président de l'île en visite à Jérusalem.

Quel rapport avec les dossiers 1000 et 2000 ? Devant la police, Harow a reconnu avoir continué à gérer 3H Global malgré l'interdiction légale. Inculpé, il risquait quatre ans de prison et 200 000 euros d'amende. Pour éviter un procès, il a préféré signer avec le parquet un accord qui a fait de lui un « témoin d'Etat », c'est-à-dire un repenti qui dira tout ce qu'il sait sur ses anciens amis. A commencer par Nétanyahou. Pour autant que ses révélations soient inédites et vérifiables par les enquêteurs, Harow n'ira donc pas en prison : il effectuera une période de six mois de travaux d'utilité publique.

« D'ores et déjà proluxe »

« Cet homme a été au centre de tout pendant des années et le Premier ministre lui faisait vraiment confiance, ce qui est rare chez lui. Il a évidemment beaucoup de choses à raconter et l'on sait qu'il se montre d'ores et déjà proluxe », explique le chroniqueur judiciaire Guy Peled. « Quiconque connaît la procédure judiciaire israélienne sait que le parquet ne fait jamais de cadeaux. S'il a accepté d'effacer l'affaire 3H Global, c'est parce que Harow détient des informations cruciales pour les dossiers

1000 et 2000. L'expérience nous apprend d'ailleurs que lorsque la police et le parquet concluent un accord avec un témoin d'Etat, des inculpations tombent dans les mois qui suivent. Ce sera sans doute la même chose avec Nétanyahou », poursuit-il.

Signe de l'importance de la collaboration d'Harow avec les enquêteurs et du caractère sensible de l'affaire, la police a demandé jeudi soir à la justice de publier un arrêt interdisant aux médias locaux de donner des détails sur ce que l'ex-chef de cabinet raconte aux policiers.

Pour l'heure, le Premier ministre israélien est toujours soutenu par ses amis politiques qui dénoncent le « lynchage public » dont il serait victime. Cependant, en coulisses, l'« après-Nétanyahou » a d'ores et déjà commencé. Au sein du Likoud, ses successeurs potentiels, tels le ministre des Transport et du Renseignement Israël Katz ou son homologue de la Culture Miri Regev, aiguisent leurs couteaux en prévision des primaires du parti qui seraient organisées si leur leader devait jeter l'éponge.

L'ambiance est également fébrile au sein des autres formations de la majorité et de l'opposition puisque leurs états-majors parient à tort ou à raison sur une chute du gouvernement, sur des élections anticipées et sur un affaiblissement du Likoud au terme du scrutin.

AFP/LP

Linafoot-Saison 2016-2017 : Tulenge meilleur joueur, Muzungu meilleur espoir

Au terme de la saison sportive 2016-2017, la Linafoot vient de désigner Ricky Tulenge de DCMP, comme meilleur joueur de la saison. Shadrack Muzungu de l'AS V. Club, est élu meilleur espoir.

ARMEL LANGANDA

Pour clôturer en beauté la saison sportive 2016-2017, le comité de gestion de la Ligue nationale de football (Linafoot) a procédé à la désignation de meilleurs athlètes qui ont marqué la saison au cours de la 22^{ème} édition du championnat national. C'est l'attaquant de Daring Club Motema Pembe, Ricky Tulenge qui est sacré meilleur joueur de la saison. La cérémonie officielle s'est déroulée le samedi 5 août au salon présidentiel du Stade des Martyrs.

Après un travail exceptionnel abattu au sein du team vert, blanc et rouge, Tulenge est récompensé par les dirigeants de la Linafoot. Avec ce joker, Daring s'est ressaisi après autant d'années d'inefficacité au championnat national. Ricky Tulenge s'est montré très actif et serviable.

Il a démontré à l'opinion sportive congolaise qu'il dispose d'atouts majeurs pour sauver toute une équipe. Avec ses coéquipiers, en l'occurrence Makusu, Kazadi, Mbidi et les autres, Tulenge a réalisé une très belle saison sportive, allant jusqu'à qualifier DCMP à la prochaine Coupe de la Confédération de la CAF en 2018.

L'autre tête qui a marqué les esprits, c'est le jeune Shadrack Muzungu de l'AS V. Club. Entré en cours de sai-



son, le jeune Muzungu est désigné meilleur espoir. Il n'a pas seulement fait ses preuves à l'AS V. Club, mais aussi à l'équipe nationale avec les Léopards de moins de 20 ans qui ont participé aux Jeux de la Francophonie.

Il faut signaler que, Nelson Lukong s'adjuge le titre de meilleur gardien de la saison. Grâce à son savoir-faire, le Camerounais a réussi à garder sa cage intacte au sein de l'AS V. Club.

Le TP Mazembe a gagné presque tous les autres titres. Il est d'abord sacré meilleur club de la saison, grâce à son titre.

MIHAYO, MEILLEUR COACH

Le coach Pamphile Mihayo du TPM s'offre le titre de meilleur entraîneur. Ben Malengo est désigné meilleur buteur avec 18 buts pour 24 matches livrés. Ricky Tulenge de

DCMP compte le même nombre de buts marqués en 26 matches joués. Ben devance Tulenge pour avoir livré moins de matches que son challenger.

L'AS Dibumba de Tshikapa est l'équipe fair-play et révélation de la saison.

Enfin, l'arbitre Kabangu de la ligue provinciale du Kasai Oriental a soulevé le trophée de meilleur arbitre de la saison. C'est l'arbitre le mieux coté de la Linafoot.

Le président de la Linafoot, Jeff Kapondo, a adressé quelques mots de remerciement à l'endroit du ministre des Sports Papy Niango pour la dérogation accordée à la Linafoot grâce à laquelle, le championnat est arrivé à son terme. Il a également salué la perspicacité des dirigeants des clubs pour avoir réussi à livrer presque tous les matches.

CAN 2019 : changement de règle pour les éliminatoires



Conséquence du passage d'une Coupe d'Afrique des Nations de 16 à 24 qualifiés dès l'édition 2019, la CAF a annoncé dans un courrier adressé aux différentes fédérations que le règlement des éliminatoires de l'édition 2019 s'en retrouve modifié. Initialement, le premier de chacune des 12 poules et les trois meilleurs 2es validaient leur billet pour la phase finale. Mais avec le nouveau règlement, ce sont désormais les deux premiers de chaque groupe qui se qualifient, à l'exception de la poule du pays-hôte où seule l'équipe arrivée en tête ou 2e derrière le Cameroun accompagnera les Lions Indomptables en phase finale. Alors que la 1ère journée des qualifications a eu lieu en juin sur la base des anciennes règles ce bouleversement risque évidemment de beaucoup faire jaser...

CAF

TP Mazembe : Likonza et Ushindi dans l'effectif



Le TP Mazembe vient d'enregistrer dans son effectif deux jeunes joueurs, pour combler les deux vides de la Coupe de la Caf en quarts de finale. Un du centre de formation et l'autre en provenance du CS Don Bosco où il était en prêt. Il s'agit du milieu de terrain Glody Likonza (19 ans) et Chico Ushindiwa Kubanza (21 ans). Le premier Glody Likonza portera le n° 29, c'est un prometteur milieu de terrain annoncé comme un grand espoir de la KFA. De retour des Jeux de la Francophonie, à Abidjan – où il a été très en vue comme meneur de jeu – Glody est déjà licencié avec le TPM avec qui il a participé au dernier championnat national. Quant à Chico Ushindiwa Kubanza n° 30, c'est un avant-centre formé à l'Ecole de Football Moïse Katumbi. Il est connu pour son sens de but.

TPM

CAN 2019 : le Cameroun sous pression de la CAF

En conférence de presse, le président de la CAF, Ahmad Ahmed, a mis la pression sur le Cameroun, pays-hôte de la CAN 2019, loin d'être prêt selon lui. De leur côté, les Camerounais ont réaffirmé leur volonté de se plier au nouveau cahier des charges à 24 qualifiés.

Pays-hôte de la CAN 2019, le Cameroun accuse des retards dans la réalisation des infrastructures. Et le passage de 16 à 24 qualifiés entériné le mois dernier par la CAF n'a rien

arrangé. D'ailleurs, le président de l'instance panafricaine, Ahmad Ahmad, a profité d'une visite au Burkina Faso pour envoyer un message au pays des Lions Indomptables.

« Même à quatre équipes, le Cameroun n'est pas prêt », a lancé le Malgache face à la presse. Autant dire que la visite d'inspection prévue à partir du 20 août s'annonce déterminante. « Nous avons décidé que désormais ce ne sont plus les membres du comité exécutif qui vont inspecter les pays

retenus pour l'organisation de la CAN. Ce sont désormais des experts qui le feront et la CAF statue au regard des résultats. Pour ce qui concerne le Cameroun, nous allons envoyer les experts et on décidera à l'issue de leur mission d'inspection. (...) Le plan B, c'est une ouverture des procédures d'appels d'offres pour qu'il y ait d'autres (pays) qui participent (à l'organisation) », a mis en garde le dirigeant.

Ayant accepté le nouveau cahier des charges plutôt que de contester ce passage soudain à 24, le Cameroun se retrouve sous pression. Mais après le président de la Fédération camerounaise de football, Tombi A Roko, les autorités multiplient les messages rassurants. « La CAN 2019 se jouera bel et bien au Cameroun », a affirmé le porte-parole du gouvernement Issa Tchiroma Bakary, vendredi. « Les nouvelles règles du jeu ne peuvent nullement gêner le Cameroun. C'est un nouveau challenge pour lequel nous remercions la Confédération Africaine de Football. Il n'y a pas de défis que nous ne puissions relever ».

Avec 7 stades au lieu de 4 comme prévu initialement, le challenge est de taille.

L'attribution des CAN 2021 et 2023 remise en cause ?

L'attribution des CAN 2021 (Côte d'Ivoire) et 2023 (Guinée) refait surface. En septembre 2014, alors qu'elle devait attribuer l'organisation des éditions 2019 (Cameroun) et 2021, la CAF avait en effet également attribué celle de 2023, ce qui n'était pas prévu au départ. Depuis lors, certains pays jugent ces décisions brutales et s'estiment lésés.

En visite au Burkina Faso, le nouveau président de la CAF, Ahmad Ahmad, a dit comprendre leur mécontentement, n'excluant pas d'ouvrir un débat sur le sujet. « Nous n'attribuerons pas de gré à gré les compétitions de la CAN », a rappelé le Malgache face à la presse. La proximité entre le dirigeant et le président de la Zone Cosafa (Conseil des associations de football en Afrique australe), Phillip Chiyangwa, qui souhaite que l'attribution de ces éditions soit revue, pourrait peser dans la balance.

CAF/LP

LePotentiel

Quotidien d'informations générales

FONDATEUR

Modeste Mutinga Mutuishayi
le 12 octobre 1982
Autorisation n° 04/00015/DI/82
Siège social :
873, av. du Bas-Congo
Kinshasa-Gombe
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC
E-mail :
lepotentiel@yahoo.com
www.lepotentielonline.com

DIRECTION GÉNÉRALE

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

Willy Kabwe
099 99 99 546

CONSEILLER TECHNIQUE

Ben-Clet Kankonde Dambu
081 525 09 89

RÉDACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Faustin Kuediasala
081 904 17 63

RÉDACTEUR EN CHEF

Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Pitshou Mulumba 081 476 61 56

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Richard Ngapi 081 685 05 14
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

POLITIQUE

Pitshou Mulumba 081 476 61 56
Médard Muyaya 081 069 11 22
Ludi Cardoso 081 302 64 40
Herve Ntumba 0823538803

ÉCONOMIE

Olivier Kaforo 081 525 45 55

SOCIÉTÉ & PROVINCES

Olivier Dioso 082 516 48 03
Véron Kongo 099 852 69 77
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87
Florent N'Lunda 081 493 78 50
Lucie Ngusi 081 001 42 22

SPORTS

Armel Langanda 081 194 58 60

INTERNATIONAL

Cyprien Kapuku 097 047 77 70

CULTURE & NTIC

Bienvenu Ipan 089 827 34 11

COLLABORATEURS EXTERIEURS

Thembo Kash (Caricaturiste)
Robert Kongo (France)

RÉALISATION

METTEURS EN PAGE

José Kapwasa 081 324 96 68
Odon Modjiri 099 824 14 10

DOCUMENTATION

Delphin Bateko 081 223 73 93

LEPOTENTIELONLINE.COM

RÉDACTEUR EN CHEF

Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

ADMINISTRATION & FINANCES

CHEF DE SERVICE

Albert Tshiami 081 493 47 53

COMPTABLE

Kevin Twende 085 386 08 44

CAISSIÈRE

Colette Kankunku 0997 69 81 07

INTENDANT

Constantin Mpoyi 099 853 36 48

MARKETING & COMMERCIAL

CONSEILLER

Franck Lukusa 081 197 76 09

AGENTS COMMERCIAUX

John Rushimba 099 899 85 72
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

IMPRIMERIE 7

CHEF DE SERVICE

Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par

Groupe de presse MEDIA 7



Après l'Europe, Maître Gims à la conquête des États-Unis

Sur son compte Snapchat, le rappeur-chanteur a montré qu'il était prêt à s'attaquer au marché américain en dévoilant son premier titre chanté en anglais qui pourrait s'intituler « It is done ».

BIENVENU IPAN

Maître Gims, qui ne cesse de collectionner les disques d'or en France et en Europe, a posté le mardi 1^{er} août sur son compte Snapchat un titre inédit dans la langue de Shakespeare. Le chanteur y signale vouloir s'attaquer au marché américain. C'est ce qu'on apprend de l'Agence France Presse et CTI.

Ses ambitions sont devenues grandes. Après avoir triomphé en France avec son dernier opus baptisé « Mon cœur avait raison » (vendu à 600.000 exemplaires) et glané des disques d'or en Eu-



rope (en Italie, au Danemark, en Suisse, en Belgique) l'interprète de « Tout donner » a décidé que le moment était venu pour effectuer le grand saut. Comprenez, connaître le succès avec sa musique pop urbaine outre-Atlantique. « Everything is gone

but i'm ok » chante le natif de Kinshasa dans cette ballade où l'on peut entendre des accords de guitare. Une chanson d'amour dans la lignée de titres comme « Brisé » ou « Je te pardonne ». D'une voix puissante et avec un accent anglais assez crédible,

celui qui aura bientôt sa statue au Musée Grévin a ravi, par cette publication, de nombreux snapchateurs.

Radicalisation, nationalité et quelques imitations... les confidences de Maître Gims dans « On n'est pas couché » C'est vraiment le challenge de ma vie Maître Gims.

En août 2016, le leader de Sexion d'assaut avait confié se lancer dans le « challenge de sa vie » lors d'une interview au média Rap élite, et se disait confiant quant à sa capacité à conquérir les États-Unis, précisant toutefois qu'il n'avait « aucune garantie ».

Alors, cela suffira-t-il pour concurrencer des mastodontes de la scène musicale américaine tels que Rihanna, Drake ou Chris Brown ? Réponse dans quelques mois pour Maître Gims qui prépare actuellement un nouveau disque baptisé « La ceinture noire ».

Fud Candrix, le meilleur saxophoniste de la musique congolaise de tous les temps

Fud Candrix est saxophoniste belge, mais surtout arrangeur et auteur de thèmes. C'est dans le domaine de la recherche de sonorités raffinées, de formes originales et de prétextes thématiques extrêmement frais et personnels, qu'a surtout éclaté le grand talent de Fud Candrix aux éditions Opika des frères Moussa Benattar.

En effet, 1952. C'est le moment qu'apparut dans le ciel des Kinois, un Ange ; Fud Candrix, chef d'orchestre de nationalité belge. Comme tous les Anges, celui-ci avait un « instrument », en l'occurrence le saxophone. Fud Candrix fut le premier européen qui sut accompagner de façon magistrale les mélodies africaines. Ses « coups de langues » sont restés inimitables.

FUD CANDRIX AUX ÉDITIONS OPIKA

Fud Candrix accompagne d'abord le guitariste « hawaïen » Jacques Elenga « Jhimmy », mais c'est avec le grand chanteur Joseph Kabaselle, créateur du grand orchestre kinois en 1953, l'African Jazz, qu'il connut un succès fantastique. Ces deux musiciens furent enregistrer entre 1953/1954 près d'une



centaine de chansons à grand succès parmi lesquelles « KaleKato » (ambiance), « Bolingo lokola like », « Tika makelele na ndako » et surtout « Para Fifi », une des plus célèbres chansons dédiée à la Brazzavilloise Félicité Safouesse, (première speakerine africaine à la Radio de l'Afrique Equatoriale Française) et dans laquelle Kabaselle s'exprime à la place de son ami béninois Paraiso, emballé par la beauté de Félicité.

CARRIÈRE DE FUD

CANDRIX AVANT DE S'INSTALLER À LÉOPOLDVILLE (CONGO-BELGE)

Avant d'atterrir à Léopoldville en 1952, Fud Candrix a déjà une longue et brillante carrière derrière lui. En 1917-1918, il s'initie au violon puis fait des études musicales au conservatoire royal de Liège. Après avoir formé un trio puis un quatuor classique, il apprend en autodidacte le saxophone et la clarinette. Il adopte le jazz en 1925 et devient musicien professionnel. Il se produit en Belgique, en

Allemagne, en France, à Monte-Carlo et en Afrique du nord. Il joue avec son frère Jeff dans une petite formation les Candrix Brothers, puis monte un orchestre en 1931 les Carolina stompchasers. Après des prestations avec des musiciens de l'orchestre de Willie Lewis, il forme en 1935 un big band qui alterne jazz et musique de variété.

En 1939 Fud Candrix est nommé chef d'orchestre pour l'Œuvre Reine Elisabeth. Pendant l'occupation, son orchestre est réquisitionné et se produit d'avril à août 1942 au Delphi Film palast à Berlin pour les soldats de la Wehrmacht. Il enregistre à Bruxelles en ce même mois d'avril quelques titres avec Django Reinhardt puis de nouveau avec Django en mars 1943 à Paris à la libération en 1945 son grand orchestre est réduit à une formation de dix musiciens avec laquelle il fait des tournées en Suisse (1947), en Hollande (1949) et au Congo belge (1952-1954). Avec le temps, il prend ses distances avec le jazz et s'oriente vers la musique de variété. Né le 17 juillet 1908 à Tongres, Fud Candrix a quitté ce monde le 12 avril 1974 à Bruxelles (Belgique) à l'âge de 66 ans.

Tensions récurrentes sur le marché des changes : la BCC peut-elle résister aux forces du marché ?

Sur le marché des changes, un combat acharné oppose le franc congolais à la devise américaine, le dollar. À la Banque centrale du Congo, on promet de gagner la bataille. Mais, la victoire dépendra de la capacité de l'Institut d'émission à venir à bout des forces du marché qui dictent généralement la loi - la sienne - dans un régime de change flottant, comme c'est le cas en RDC.

F.K.
Dans un précédent article, nous nous sommes interrogé, en s'appuyant sur la théorie économique, des signes d'appréciation qu'engrangent depuis un temps la monnaie nationale, le franc congolais, sur le marché des changes. Entre leurre et lueur d'espoir, l'autorité monétaire de la RDC, en l'occurrence, jouait non seulement sa crédibilité mais aussi son aptitude à agir réellement sur le marché des changes.

Sans surprise, la Banque centrale du Congo, par l'entremise de son gouverneur, Deogratias Mutombo Mwana Nyembo, n'a pas tardé à réagir. En l'espace de deux jours, soit les jeudi et vendredi derniers, le n°1 de l'Institut d'émission a rassuré les marchés. Il a fait savoir que la Banque centrale du Congo disposait d'un matelas de devises assez solide pour agir efficacement sur le marché des changes.

Deogratias Mutombo s'appuyait ainsi sur les perspectives de rapatriement des devises par les entreprises minières, en réaction à la dernière instruction du chef de l'État. Le gouverneur comptait aussi sur

l'implication d'un côté, des banques commerciales à accompagner son action, et de l'autre, des intervenants du marché des changes à rompre avec la spéculation qui crée généralement la panique sur ce marché.

Face aux forces de marché qui ont souvent le dernier mot dans un système de change flottant, comme c'est le cas en RDC, Deogratias Mutombo a étalé tout son optimisme. Y parviendra-t-il ? Difficile à dire.

La grande inconnue Dans la détermination de la Banque centrale du Congo, il y a une grande contrainte qui pourrait bien plomber son action. C'est l'incertitude qui entoure les forces du marché. Dans un système de change flottant, ce sont par principe ces forces qui dictent la loi. Et dans le contexte d'une économie congolaise totalement extravertie qui importe presque tout, il y a une pression permanente qui est exercée sur l'offre des devises. Or, à ce jour, la Banque centrale du Congo n'a pas tout le contrôle de cet agrégat. Dans un contexte d'assèchement des réserves en devises de la RDC,



qui équivalent à ce jour à moins d'un mois d'importations, la marge de manœuvre de la Banque centrale du Congo paraît fort limitée.

Le taux de change étant le prix d'une monnaie par rapport à une autre, il est, à l'instar de prix des biens et services, soumis aux caprices de la loi de l'offre et de la demande. Si la Banque centrale peut agir - sans impact évident - sur l'offre des devises, la demande des devises échappe à son contrôle. C'est la grande inconnue qui s'impose aux autorités monétaires.

À l'approche des fêtes de fin d'année, il faut s'attendre à une explosion de cette demande. En effet, les grands importateurs des produits sai-

sonniers à très forte consommation à la fin de l'année, tels que le riz et les congelés, voudront en toute logique garantir leurs commandes en élargissant leurs sources des devises. Il n'est pas évident que la Banque centrale soit en mesure de les satisfaire. Ils devront donc utiliser les circuits parallèles où la spéculation est la règle d'or.

Face aux forces du marché, la Banque centrale paraît presque démunie. C'est sur ce point précis qu'on attend la voir à l'œuvre, c'est-à-dire garantir le niveau général des prix par une politique monétaire réaliste, tout en domptant les forces du marché qui agissent en apesanteur de sa politique monétaire.

APOSTROPHE

Pont souverain

BEN CLET



Ils datent, pour la plupart, de l'époque coloniale. On peut donc pardonner la témérité de ces bons vieux ponts qui, pour protester contre la négligence dont ils sont victimes, ont décidé de s'effondrer à tour de rôle. Ça ne pouvait qu'arriver.

Rien qu'en juillet 2017, le gouvernement central a été alerté par les province(ttes), appelant à des secours d'urgence. Explication : le pont sur la rivière Lubilanji, dans le Haut-Lomami, venait de s'effondrer. Comme dopé par l'effet domino, le pont sur la rivière Libala, à 85 km de Businga, dans le Nord-Ubangi, a suivi le mouvement.

Un peu auparavant, le pont Lindi à Bafwasende (ex-province Orientale) s'était écroulé à cause de la surcharge des véhicules qui l'empruntent. De son côté, le pont Semliki, dans le Nord-Kivu, avait, lui aussi, rouspété contre la maltraitance.

Retour dans l'ex-Katanga où, en août 2014, le pont Lukushi 1 dans le territoire de Manono, à 450 km au Sud-Ouest de Kalemie, s'était écroulé... faute d'un moindre check-up. Ça, c'est un complot contre la République. Contre la Majorité. Contre son Autorité morale. Le PGR et l'ANR doivent investiguer.

Mais la conclusion est d'avance connue. Les enquêtes «à diligenter» démontreront que «tous les Congolais autoproclamés héritiers de Léopold II, n'ont fait, de 1960 à 2017, que privatiser le trésor public pour s'offrir un pied-à-terre en Europe, au Canada ou en Afrique du Sud».

Face à l'hostilité des officiels contre les ponts, on ne peut qu'enregistrer leur effondrement régulier ; l'interruption du trafic entre diverses localités ; la rareté des produits de première nécessité sur le marché ; la hausse des prix. C'est ça le prix d'une souveraineté incantatoire.

5ème Festival de danse internationale à Xinjiang : le groupe

«Nsango Mbonda» porte haut le flambeau de la culture congolaise

CYPRIEN KAPUKU
(DEPUIS BEIJING)

Invité à prendre part à la 5ème édition de Festival de danse internationale dans la province autonome du Xinjiang en Chine, le groupe «Nsango Mbonda» a porté très haut le flambeau de la culture congolaise, en livrant quatre grands spectacles aux sons de percussions remarquables et aux rythmes de pas de danse qui avaient de quoi captiver le public chinois. Avant son retour au pays, Nsango Mbonda a également livré une production dans l'opéra de Beijing.

C'est un mélange de la riche culture congolaise que le groupe Nsango Mbonda a présenté au public chinois, du 30 juillet au 3 août 2017, dans le cadre du 5ème festival de danse internationale à Xinjiang. Cet événement annuel qui permet de renforcer les liens culturels entre la Chine et le reste du monde, a été une occasion pour la République démocratique du Congo (RDC) de se faire connaître dans cette grande région de la Chine qui

partage la frontière avec huit pays.

Aux rythmes des tamtams et autres instruments de musique congolaise, les spectacles de Nsango Mbonda étaient dominés par la danse et la chorégraphie relatant parfois une histoire émouvante. Le tout exécuté par des hommes et des femmes dégageant une forte énergie, au point que la communication et la communion avec le public devenaient de plus en plus automatiques.

RYTHMES ET DANSES DU CONGO

De l'avis des organisateurs, les spectacles de «Nsango Mbonda» ont été les meilleurs du festival. Ils l'ont dit lors d'un déjeuner d'au revoir organisé à leur intention. C'est sur cette note de distinction, que les ambassadeurs de la culture congolaise ont quitté le sol de Xinjiang, laissant derrière eux, de très nombreux chinois, tombés amoureux de la culture congolaise. Autant dire que cette participation n'était pas vaine. Bien au contraire,

la moisson était abondante.

À l'étape de Beijing, avant leur retour au pays, les artistes de Nsango Mbonda se sont offert une autre production, le samedi 5 août, dans la salle Blossom Hall, au Centre national des arts (National Centre for the Performing Arts).

Là encore, la prestation était bonne. Ce spectacle intitulé : «Rythmes et danses du Congo» a successivement mis sur scène les rythmes et danses de différentes tribus de la République démocratique du Congo, exécutés au grand bonheur du public présent au Centre national des arts de Beijing, non loin de l'historique Place Tian'anamen.

«Nos spectacles ont été bien présentés, ce qui a facilité la compréhension du public dont la langue de communication n'a pas finalement été considérée comme une barrière», a déclaré M. Brain Tshibanda, manager du groupe Nsango Mbonda, qui s'exprimait à la fin de la production.

Des mains qui tapent et des têtes qui bougent, la beauté du spectacle «Ryth-

mes et Danses du Congo» n'a pas laissé indifférent le public. Même les jeunes aux naturels plutôt timides se sont vus obligés de réagir.

«Je suis impressionné par ce rythme qui dégage la passion et la joie de vivre. Ce spectacle est une occasion pour moi de connaître la culture africaine, et je pense qu'il constitue l'un des moyens par lesquels le peuple chinois peut arriver à comprendre la culture africaine», a déclaré Rong Jun Long, jeune spectateur chinois d'une vingtaine d'années.

«C'est super, ce rythme. La danse congolaise est impressionnante, je remercie ce groupe pour son spectacle et j'espère le revoir prochainement sur scène en Chine», a ajouté une sexagénaire.

Le groupe «Nsango Mbonda», qui découvre la Chine pour la première fois, a été créé en 2006 et est basé à Kinshasa là où il se produit régulièrement. En mai dernier, ce groupe a participé au 5ème Festival Mbonda, dont il est promoteur, à l'Académie de beaux arts de Kinshasa.